

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

DE L'APPLICATION
DE L'ARTICLE 2279

DANS LES RAPPORTS
ENTRE AUTEUR ET AYANT CAUSE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Soutenue le lundi, 27 mai, à 2 heures 1/2

Par M. Louis SAUNIER

Président de la thèse : M. PIEDELIÈVRE

*Suffragants : { M. WAHL, professeur.
 { M. HITIER, chargé de cours.*

PARIS

A. PEDONE, ÉDITEUR

LIBRAIRE DE LA COUR D'APPEL ET DE L'ORDRE DES AVOCATS

13, RUE SOUFFLOT, 13

1907

THESE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

DE L'APPLICATION
DE L'ARTICLE 2279

DANS LES RAPPORTS
ENTRE AUTEUR ET AYANT CAUSE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Soutenue le lundi, 27 mai, à 2 heures 1/2

Par M. Louis SAUNIER

Président de la thèse : M. PIEDELIÈVRE

*Suffragants : { M. WAHL, professeur.
 { M. HITIER, chargé de cours.*

PARIS

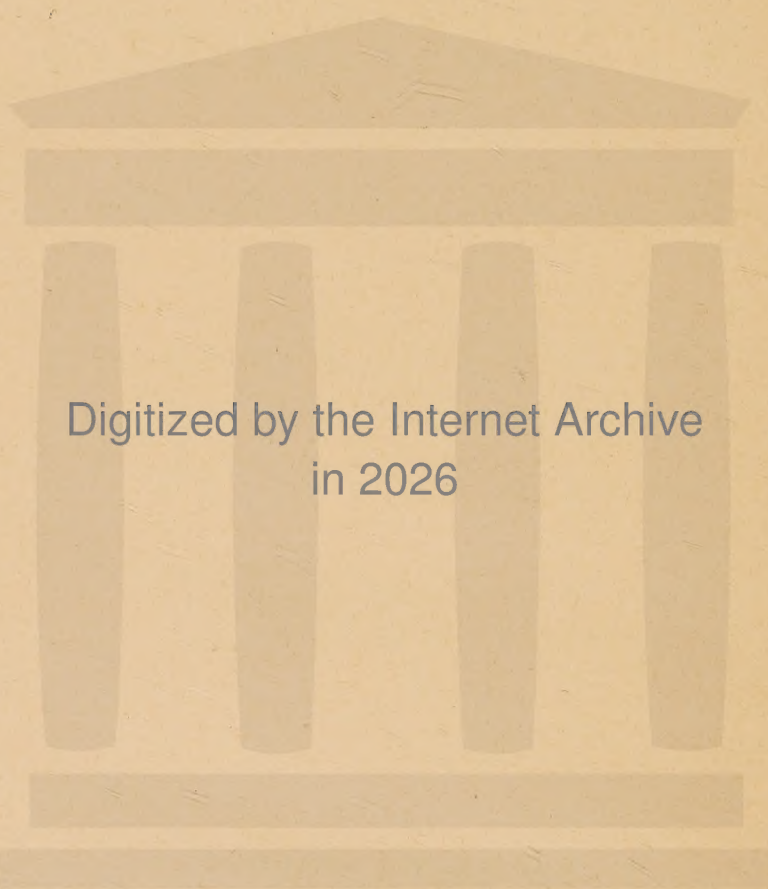
A. PEDONE, ÉDITEUR

LIBRAIRE DE LA COUR D'APPEL ET DE L'ORDRE DES AVOCATS

13, RUE SOUFFLOT, 13

1907





Digitized by the Internet Archive
in 2026

BIBLIOGRAPHIE

AUBRY et RAU. — *Cours de droit civil Français*, 4^e édition, t. II.

BAUDRY-LACANTINERIE. — *Précis de droit civil*, 8^e édition, 1^{er} volume, p. 809 et s.

BOURJON. — *Le droit commun de la France et la Coutume de Paris réduits en principes* (1747).

BRESSOLLES. — *Dons manuels*, Paris, 1885.

BUCHÈRE. — *Valeurs mobilières*, 2^e édition, Paris, 1881.

BUFNOIR. — *Propriété et contrats*, Paris, 1900.

COLIN. — *Dons manuels*, Paris, 1885.

COLMET DE SANTERRE et DEMANTE. — *Cours analytique de droit civil*, t. VIII, Paris, 1884.

DALLOZ. — *Répert. alphab.*, v^o Prescription civile et dispositions entre vifs.

DALLOZ. — Supplément au répertoire, *idem*.

— *Recueil périodique de jurisprudence*.

DELVINCOURT. — *Cours de droit civil* (1819), t. II.

DEMOLOMBE. — *Cours de Code Napoléon*.

FENET. — *Travaux préparatoires du Code civil*.

DE FOLLEVILLE. — *Possession des meubles*.

JOBBÉ DUVAL. — *Etude historique sur la revendication des meubles en droit français*, Paris, 1881.

GUILLOUARD. — *De la prescription*, t. II, Paris, 1901.

LAURENT. — *Principes de droit civil*, t. XXXII, et Supplément, t. VIII.

MARCADÉ. — *De la prescription*.

MERLIN. — *Questions de droit.*

MOURLON. — *Répétitions écrites sur le Code civil*,
12^e édit., t. III, Paris, 1892.

PLANIOI. — *Traité élémentaire de droit civil*, 4^e édit., t. I.

POINCARÉ. — *Thèse*, Paris, 1883.

SALEILLES. — *De la possession des meubles*, Paris, 1907.

SIREY. — *Code civil annoté*, sous l'art. 2279.

— *Recueil raisonné des lois et arrêts.*

TISSIER et BAUDRY-LACANTINERIE. — *De la prescription*,
Paris, 1895.

TOULLIER. — *Droit civil expliqué*, t. XIV.

TROPLONG. — *Commentaire sur la prescription.*

VAZEILLES. — *Traité de la prescription*, t. II, Paris 1832.

CHAPITRE PREMIER

Considérations générales sur l'article 2279

« Le laconisme de la loi, la concision extrême des observations présentées dans les travaux préparatoires, les controverses de l'ancien droit ont fait de ce sujet l'un des plus ardues peut-être du Code civil et sur bien des points il est vrai de dire encore aujourd'hui : *prudentes certant, et adhuc sub judice lis est* ».

Telle est l'opinion exprimée par M. de Folleville au sujet de l'article 2279 dans son Traité de la possession des meubles ; opinion que l'on retrouve, d'ailleurs, exprimée chez tous les auteurs qui ont traité le même sujet ; tous s'élèvent contre la concision, la forme un peu énigmatique de la formule de l'article 2279 : « en fait de meubles possession vaut titre ». Quelle est la signification exacte de cette formule ? Quel en est le fondement juridique ? Doit-on, malgré son aspect très général, restreindre son champ d'application ? Tous ces points ont donné et donnent encore lieu à de nombreuses controverses et la jurisprudence elle-même, appelée fréquemment à se prononcer sur l'application

de cette maxime, a donné des solutions quelquefois contradictoires.

SECTION I. — FONDEMENT LÉGISLATIF
DE L'ARTICLE 2279.

Un point semble, en tout cas, hors de doute, et nous ne croyons pas utile de nous y attarder longuement : c'est le but même que se sont proposé les rédacteurs du Code civil en empruntant à Bourjon la maxime : « En fait de meubles, possession vaut titre ». Ils avaient en vue l'intérêt du commerce et du crédit. Bourjon déjà donnait ce motif : « La sûreté du commerce l'exige ainsi » et plus tard, Portalis disait : « On fait très sagement d'écarter des affaires de commerce les actions revendicatoires, parce que ces sortes d'affaires roulent sur des objets mobiliers qui circulent rapidement, qui ne laissent aucune trace et dont il serait presque toujours impossible de vérifier et de reconnaître l'identité ».

En un mot l'intérêt du commerce et du crédit (1) — c'est-à-dire l'intérêt général — exigeait une protection énergique des transactions mobilières. Cette protection qui est, pour les immeubles, relativement facile à établir par une publicité rendue possible par leur individualisation aisée, leur stabilité et leur valeur géné-

(1) Cf. Mourlon, *Répét. écrites sur le code civil*, t. III, n° 1988.

ralement grande (système de la transcription telle qu'elle existe dans notre droit, système allemand de l'immatriculation sur des livres fonciers, système Torrens) était impraticable pour les meubles. Les aliénations plus fréquentes, la valeur moindre, le déplacement rapide des objets mobiliers rendaient impossible l'organisation d'une publicité formaliste, longue et coûteuse, admissible seulement pour les immeubles.

Aussi voyons-nous de très bonne heure la propriété immobilière réglementée de façon stable, tandis que la législation relative aux meubles fut longtemps soumise à de fréquents changements. Sans vouloir faire ici l'exposé de la condition des meubles dans notre ancien droit, exposé qui a été présenté maintes fois avec beaucoup plus de compétence et d'autorité que nous ne saurions le faire (1), rappelons que notre très ancien droit (jusqu'au XIV^e siècle environ) n'admettait pas la revendication des meubles, sauf le cas de perte ou de vol ; ce que l'on exprimait par l'adage alors courant « *Mobilia non habent sequelam* », « Meubles n'ont pas de suite (Coutumes notoires du Chastelet de Paris, art. 23. Décisions de Jean Desmares, n^o 165).

Puis, sous l'influence du droit Romain, alors très en faveur, se produit une réaction contre cette doctrine ; la revendication redevient possible, mais seule-

(1) Citons en particulier : Jobbé Duval, *Etude historique sur la revendication des meubles en droit français*.

ment intentée par le propriétaire et non pour les créanciers hypothécaires ; la maxime de la période précédente devient : « Meubles n'ont pas de suite par hypothèque » (Nouvelle coutume de Paris, art. 170) ; maxime qui a été transportée dans notre droit actuel au titre des hypothèques (A. 2119).

Enfin, à partir du XVII^e siècle, après avoir à plusieurs reprises, réduit de plus en plus le temps pendant lequel on peut revendiquer les meubles, la doctrine arrive à supprimer de nouveau la revendication et aboutit à une nouvelle formule qui devient d'usage courant et que nous rapporte Bourjon (Droit commun de la France), comme étant celle adoptée définitivement par la jurisprudence à son époque : Possession vaut titre. C'est cette formule que les rédacteurs du Code, voulant donner à la possession des meubles l'effet protecteur du crédit qu'ils avaient obtenu, en matière immobilière, par l'organisation d'une publicité facile à établir, ont transportée dans notre droit actuel.

Le système adopté par les articles 2279 et 2280 n'est pas, à proprement parler, un système de publicité comparable à celui des immeubles ; mais il rend des services analogues. Le but à atteindre était, en effet, que les tiers ne puissent être, dans les transactions mobilières, exposés à des erreurs inévitables sur les droits de celui qui détient un objet mobilier ; et que

tout au moins, si ces erreurs ne peuvent pas être écartées par la loi, les acquéreurs, à condition d'être de bonne foi, n'aient pas à en souffrir. C'est à ce résultat équitable qu'aboutit la maxime « En fait de meubles, possession vaut titre » ; l'article 2279 se trouve donc avoir assuré la sécurité des transactions portant sur des meubles corporels, sans qu'on puisse pourtant y voir un véritable système de publicité ; mais on considère la possession comme une sorte de publicité de fait dont on tient compte dans l'intérêt des tiers.

Et, remarquons-le en passant, nous pouvons conclure de tout ce qui précède que la maxime « En fait de meubles, possession vaut titre », est loin d'être un signe de mépris pour les objets mobiliers, une réminiscence de l'ancien adage : *res mobilis res vilis* ; adage qui, depuis longtemps, à mesure que l'importance des meubles et valeurs mobilières est devenue de plus en plus considérable au détriment de celle des immeubles, a cessé d'être vrai. Ce qu'il faut dire au contraire, c'est que l'article 2279 en protégeant les acquéreurs d'objets mobiliers, constitue pour les meubles une marque de faveur.

Mais si le but de l'article 2279 est facile à déterminer et ne fait même l'objet d'aucune controverse, il n'en est plus de même si on en recherche la portée et les conditions d'application.

De ce que la maxime « En fait de meubles, posses-

sion vaut titre », a surtout en vue l'intérêt général attaché à la sécurité des transactions mobilières, nous pouvons immédiatement en déduire quel sera son cas normal d'application :

Le propriétaire d'un objet mobilier l'a confié à un dépositaire, mandataire, etc..., en qui il avait confiance, et qui trompant cette confiance, a disposé de l'objet qu'il avait entre les mains comme s'il lui appartenait et l'a transmis par une vente, une donation, etc..., à un tiers de bonne foi qui a cru le recevoir du légitime propriétaire ; lorsque l'ancien propriétaire, s'apercevant qu'il a été dépossédé, voudra se faire restituer son bien, il se heurtera à un obstacle insurmontable, la protection offerte au possesseur de bonne foi par l'article 2279, et n'aura comme suprême ressource, qu'un recours au moyen d'une action personnelle contre celui qui l'aura trompé. C'est bien là l'hypothèse qu'avait en vue Bourjon lorsqu'il écrivait : « Si le dépositaire avoit vendu ce meuble (le meuble déposé), le propriétaire d'icelui ne peut le réclamer des mains de l'acheteur, parce qu'en matière de meubles, la possession valant titre, la sûreté du commerce ne permet pas qu'on écoute une pareille revendication ; il faut donc en ce cas la rejeter. Il en est de même si le meuble avoit été confié à un tiers pour être vendu, et que ce tiers eût gardé le prix de la vente ; le propriétaire ne pourrait inquiéter l'acheteur, et c'est à lui à

s'imputer confiance, dont un autre ne peut être la victime... »

Dans ce cas normal, par conséquent, le propriétaire se trouve en face d'un tiers acquéreur, et le meuble a été transmis un certain nombre de fois. Que faut-il décider si ce nombre de transmissions se réduit à un minimum, si le meuble est retrouvé entre les mains de celui même à qui il a été confié ? La règle de l'article 2279 devra-t-elle s'appliquer encore, pour protéger ce possesseur, qui prétendra en outre, généralement, qu'il a reçu le meuble à titre définitif, et qui d'ailleurs pourra être de bonne foi ? On peut se poser la question, car la situation est entièrement différente et on peut hésiter pour cela à admettre les solutions adoptées dans le cas précédent.

Dans le cas ordinaire, en effet, le fait qui a mis le meuble hors des mains de son vrai propriétaire est connu ; il y a eu prêt ou dépôt, ou louage, ou mandat, et ce fait n'est pas contesté ; de plus, le propriétaire qui revendique, se trouve en face d'un tiers acquéreur qui n'est ni le dépositaire, ni le locataire, ni l'emprunteur, etc...

Aucun de ces éléments ne se retrouve dans le deuxième cas ; le fait qui a mis l'objet aux mains de leur possesseur actuel est inconnu ou fait l'objet d'une contestation ; et le revendiquant ne se trouve pas en

face d'un sous-acquéreur, il a devant lui le possesseur aux mains de qui la chose est passée directement.

Cependant, l'article 2279 ne fait pas de distinction. Faut-il donc décider qu'on peut l'invoquer dans un cas comme dans l'autre ? Ou la doctrine a-t-elle des motifs suffisants pour en écarter l'application ? Ou bien doit-il s'appliquer, mais avec une force moindre ? Nous ne faisons que poser ici la question, dont la résolution est l'objet principal de notre étude, et que nous aborderons bientôt avec de plus amples détails.

SECTION II. — MEUBLES AUXQUELS S'APPLIQUE L'ARTICLE 2279.

Demandons-nous auparavant ce qu'il faut entendre par le mot « meubles ». Sur ce point, les auteurs et la jurisprudence sont d'accord et nous ne ferons que résumer brièvement des opinions incontestées.

Il faut entendre le mot : meubles, dans son sens le plus restreint ; il ne doit servir à désigner que des objets mobiliers corporels (1), qui sont seuls susceptibles d'une tradition réelle et d'une détention manuelle, ces objets mobiliers étant de plus pris individuellement et non comme formant une universalité juridique (par exemple une succession mobilière). Car, en réalité, celui qui réclame une succession mobilière

(1) Cf. Cass., 1^{er} juillet 1896, D., 98, 1, 397.

ne revendique pas les meubles qui la composent : il prétend avoir la qualité d'héritier, et conteste cette qualité au détenteur. L'article 2279 n'est pas fait pour ce cas, qui doit être régi par les règles de la pétition d'hérédité. Bigot Préameneu disait déjà (exposé des motifs) : « ...s'il s'agissait d'une universalité de meubles telle qu'elle échoit à un héritier de titre universel se conserve par les actions qui lui sont propres (1) ».

La maxime « En fait de meubles, possession vaut titre », ne peut s'appliquer également qu'aux meubles susceptibles de propriété privée ; ce qui exclut les objets mobiliers contenus dans les musées, les livres et gravures appartenant aux bibliothèques de l'Etat, etc... En un mot, il faut pour pouvoir invoquer la protection de l'article 2279, posséder des choses qui ne soient pas hors du commerce. Rechercher quelles sont les choses qui sont hors du commerce serait sortir du cadre de notre étude : constatons simplement que, de l'avis général, l'énumération des articles 538 et 540 (2) n'est pas limitative, elle semble même ne concerner que des immeubles, mais la jurisprudence l'a étendue aux meubles ; et mentionnons deux arrêts intéressants de Lyon (Cour d'appel, 10 juillet 1894, S. 95, 2, 185 et

(1) Cf. Fenet, t. XV, p. 600 ; Baudry-Lacantinerie, t. I, p. 813.

(2) Voir aussi : Loi du 7 messidor, an II ; du 30 mars 1887 (art. 40 et 11).

note de M. Saleille ; Trib. civ., 25 janvier 1899, D. 99, 2, 230 et note anonyme).

Créances. — Les créances échappent également à l'application de l'article 2279 ; car, de même que les universalités mobilières, ce ne sont pas à proprement parler des meubles, mais des choses incorporelles et abstraites. Nous n'insistons pas sur ces idées, universellement admises par la doctrine (1) et la jurisprudence (Cass., 7 février 1849, D. 49, 1, 114) (2).

Valeurs au porteur. — Cependant tous les auteurs et tribunaux se sont accordés pour reconnaître qu'il existe une importante exception à ce principe : c'est lorsqu'il s'agit de créances ou d'obligations constatées par des titres au porteur (valeurs au porteur, chè-

(1) Pothier (*Possession*, chap. III, n° 38) disait déjà : « Les choses incorporelles, c'est-à-dire celles qui *in jure consistunt*, ne sont pas susceptibles, à la vérité, d'une possession véritable et proprement dite ».

Cf. Troplong, *Prescription*, 1065 ; Demolombe, t. II, n° 252 ; Aubry et Rau, t. II, § 183, note 20 ; Larombière, *Obligations*, art. 1141, n° 2 ; Buchère, *Valeurs mobilières*, n° 911, etc.

(2) Un manuscrit en lui-même est considéré comme un corps certain. Mais il en est autrement du droit incorporel de propriété littéraire. Consulter sur ce point : Paris, 4 juillet 1890, D., 95, 2, 421 ; 1^{er} décembre 1876, D., 78, 1, 73. Cf. aussi : Aubry et Rau, II, 115 et VIII, § 659 ; Laurent, XXXII, n° 570 ; Bressoles, *Dons manuels*, n° 214 ; Renouard, *Droits d'auteur*, II, n° 147 ; Poincaré, thèse, p. 223 ; Guillaouard, *De la prescription*, II, p. 254, etc.

ques au porteur, billets de banque...). En pareil cas, en effet, le droit de créance ne se distingue plus du titre auquel il est lié, et se confond avec lui. Il se transmet avec lui, au moyen d'une simple tradition manuelle (art. 35, Code de com.). La possession du titre, cessible par les mêmes procédés qu'un meuble ordinaire, doit entraîner les mêmes conséquences (1). Cette solution a du reste été unanimement admise par la doctrine (2). Il faut seulement remarquer que ce principe, assimilant les titres au porteur à des meubles, pouvant avoir de graves inconvénients en cas de perte ou de vol, il existe, mais pour ces cas seulement, des lois spéciales garantissant le porteur de titres dépossédés contre ce double péril (lois du 15 juin 1872 et du 8 février 1902).

(1) Nombreuse jurisprudence en ce sens. Citons un jugement du tribunal de Céret (9 juin 1903, D., 1904, 2, 154) dont voici le sommaire. Un billet simplement libellé « Bon pour telle somme », écrit et signé par un souscripteur ayant pleine et entière capacité pour s'obliger, constitue un bon en blanc... Un pareil billet est transmissible sans endos et peut passer de main en main sans écriture. Et le porteur doit être considéré comme le légitime propriétaire, par application de la maxime: « En fait de meubles, possession vaut titre », à moins qu'en conformité du § 2 de cet article, celui à qui le paiement en est réclamé ne prouve qu'il a été perdu ou volé.

(2) Outre les auteurs précités, cf. Marcadé, sous l'article 2279; de Folleville, *Possession des meubles*, n^{os} 55 bis et suiv., etc.

Navires. — Quant aux navires, qui restent également hors du domaine d'application de l'article 2279, cette exception se justifie facilement, car les motifs qui ont fait admettre la maxime « En fait de meubles, possession vaut titre » sont hors de cause. Leur valeur très considérable, la nécessité d'un écrit pour leur aliénation, la possibilité de les grever d'hypothèques en fait une classe de biens tout à fait à part, se rapprochant un peu des immeubles. Mais il faut, d'autre part, qu'il s'agisse d'un véritable navire ; sinon on se trouverait en face d'immeuble ordinaire soumis à l'application de l'article 2279 (voir un arrêt de la Cour de Bordeaux (1), 19 janvier 1894, D. 94, 2, 257, et note de M. C. Levillain) (2).

Pour résumer tout ce qui précède, nous dirons que l'article 2279 ne s'applique qu'aux meubles dans le sens restreint du mot, et dans la suite, lorsque nous emploierons le mot meuble, ce sera avec cette signification précise d'objet mobilier pris individuellement.

Si maintenant nous revenons à la question posée plus haut, et nous demandons à quelles personnes

(1) Il a été jugé dans cet arrêt, que l'exception ne saurait être étendue à un yacht de plaisance qui, ayant un tonnage inférieur à 10 tonnes, ne peut faire l'objet d'un acte de francisation.

(2) Sur l'article 2279 et les navires, cf. Boistel, *Droit commercial*, n° 1156 ; Lyon-Caen et Renault, *Traité de droit commercial*, nos 84 et 161 ; Cass., 18 juin 1870, D., 70, 1, 145.

s'applique la maxime, en fait de meubles, possession vaut titre, nous constatons dans la doctrine comme dans la jurisprudence bien des divergences. Ces divergences provenant surtout des différents fondements juridiques qu'on a donnés à l'article 2279, nous croyons utile d'en donner avant tout un exposé sommaire.

CHAPITRE II

Principales explications théoriques de l'article 2279

SECTION I. — SYSTÈME DE TOULLIER.

Le système autrefois imaginé par Toullier, pour expliquer la maxime « en fait de meubles, possession vaut titre », est aujourd'hui entièrement abandonné et il nous suffira d'en donner un rapide aperçu.

Selon Toullier (1), l'article 2279 signifierait que le possesseur d'un meuble, quoique le détenant sans titre, peut le prescrire par trois ans, délai de la prescription pour les meubles. Cet article ne ferait en somme qu'écarter en matière de prescription de meubles la nécessité du titre requis pour la prescription des immeubles. Il suffirait donc que le possesseur eut la bonne foi et jouit pendant trois ans.

Nous avons dit que cette doctrine est aujourd'hui

(1) Toullier a formulé sa théorie à propos du contrat de mariage, t. XIV, p. 104 et s.

complètement abandonnée. Déjà Troplong (1) avait fait valoir contre elle des arguments concluants et nous nous bornerons à résumer sa critique.

Une première question se pose lorsqu'on examine le système de Toullier : quel est le temps requis pour prescrire en matière mobilière ? Toullier répond sans hésiter trois ans, mais c'est là une affirmation toute gratuite ne reposant sur aucune base solide. On chercherait en vain un texte établissant cette prescription de trois ans. Bien plus, le paragraphe 2 de l'article 2279, en faisant allusion, dans un cas tout exceptionnel (néanmoins...), à une prescription de trois ans, l'écarte implicitement pour les autres cas. On pourrait même ajouter que la prescription de l'article 2279, § 2 est, non une prescription acquisitive supposant une possession de trois ans, mais bien une possession extinctive, supposant que le propriétaire n'a pas exercé dans le délai de trois ans la revendication à laquelle il avait droit. On peut donc dire que nulle part la loi n'a établi une prescription acquisitive de trois ans relative aux meubles ; créer une pareille disposition dans le silence des textes, ce n'est plus interpréter la loi, c'est se poser en législateur.

C'est de plus aller contre l'opinion de Bourjon, à laquelle il est intéressant de se référer, et qui est ainsi

(1) *Commentaire sur la prescription*, t. II, p. 658 et s.

conçue : « La prescription n'est d'aucune considération, elle ne peut être d'aucun usage quant aux meubles, puisque, par rapport à ces biens, la simple possession produit tout l'effet d'un titre parfait... Suivant la jurisprudence du Châtelet, la possession d'un meuble ne fut-elle que d'un jour, vaut titre de propriété sauf l'exception ci-après (celle de vol). Duplessis estime qu'avec bonne foi, il faut trois ans pour prescrire la propriété d'un meuble et trente ans lorsqu'il n'y a pas de bonne foi ; Brodeau est du même sentiment. J'ai toujours vu cette opinion rejetée au Châtelet. »

Ajoutons que cette théorie de Toullier, en laissant dans l'indécision pendant trois ans celui qui possède un meuble sans titre, nuirait considérablement au commerce et irait à l'encontre du but que s'est proposé le législateur.

SECTION II. — SYSTÈME DE DELVINCOURT.

Tout différent est le système proposé par Delvincourt (t. 2, p. 843 et s., édition de 1819). D'après cet auteur, nul ne pourrait, hors le cas de perte ou de vol, agir en revendication contre celui qui possède un meuble, lequel peut se borner à répondre : *possideo quia possideo* ; il maintient seulement, pour atténuer les conséquences inadmissibles et injustes aux-

quelles conduirait fatalement sa théorie, les actions personnelles qui peuvent exister entre l'ancien propriétaire de la chose et son détenteur actuel.

Quant au fondement juridique de la formule « en fait de meubles, possession vaut titre », ce serait d'après Delvincourt, l'occupation. L'article 2279 est, pour lui, un moyen d'acquérir la propriété par l'occupation ; et le bénéfice de cet article s'étendrait — sauf le cas de perte ou de vol — à tout détenteur de meubles, quels que fussent d'ailleurs les rapports qui pourraient exister entre ce détenteur et celui qui prétend les revendiquer (1).

Nous croyons, avec Troplong (*loc. cit.*, n° 1050), que Delvincourt a singulièrement exagéré la portée de l'article 2279 en s'appuyant sur cet article pour décider que toute revendication mobilière est impossible, et lui a donné une base erronée en prétendant en faire un moyen d'acquisition résultant de l'occupation. Ce mode d'acquisition, que le législateur a d'ailleurs toujours considéré sans bienveillance (le projet du Code civil voulait même le supprimer) (2), ne s'applique, de l'avis de tous les auteurs, qu'aux *res derelictæ* et aux *res nullius* (art. 717) et tel n'est pas le cas des meubles revendiqués.

(1) Delvincourt cite, à l'appui de sa théorie, Paris, 4 juillet 1816, D., 1816, p. 538. Mais cet arrêt n'a pas fait jurisprudence.

(2) V. Fenet, t. II, p. 124.

Et, d'autre part, il n'y a pas entre l'idée de meuble et celle de revendication cette contradiction, cette sorte de répulsion qu'a voulu imaginer Delvincourt. Le paragraphe 1^{er} de l'article 2279 refuse bien la revendication comme cela ressort de sa comparaison avec le paragraphe 2. Mais l'article 2279 est-il toujours applicable ? N'y a-t-il pas des cas s'écartant de son domaine normal, qui est de protéger un tiers acquéreur contre un précédent propriétaire, dans lesquels la revendication des meubles est possible ? Le Code civil lui-même en donne plusieurs exemples.

D'abord l'article 1926 suppose que le propriétaire a la revendication contre le dépositaire, lorsqu'il dit que le déposant « n'a que l'action en revendication de la chose déposée, tant qu'elle existe dans la main du dépositaire ». Ainsi, si l'objet était passé aux mains d'un tiers, par exemple si le dépositaire l'avait aliéné à titre gratuit ou onéreux, le propriétaire n'aurait pas la revendication (c'est le cas normal de l'art. 2279). Mais s'il est resté aux mains du déposant, le propriétaire peut exercer une action réelle en revendication. C'est bien une action réelle, car la fin de l'article lui oppose « une action en restitution jusqu'à concurrence de ce qui a tourné au profit de ce dernier ». On voit donc que Delvincourt faisait erreur, lorsqu'il prétendait que le propriétaire, par cela seul qu'il s'était

dessaisi volontairement de sa chose, perdait tout droit de suite et par conséquent toute revendication.

L'article 608 du Code de procédure civile vient encore corroborer cette solution, en permettant à « celui qui se prétendra propriétaire des objets saisis, de s'opposer à la vente par exploit signifié au gardien, et dénoncé au saisissant et au saisi, etc. » Pourquoi, s'il ne s'agissait pas ici encore d'une revendication, le débiteur ne repousserait-il pas le prétendu propriétaire au moyen de l'article 2279 ? Il est vrai que quelques auteurs (Aubry et Rau en particulier) (1), prétendent que l'article 608, C. Pr., serait non une revendication, mais une action personnelle en restitution dirigée plutôt contre les créanciers du saisi que contre le saisi. Mais le texte s'oppose à une semblable interprétation. Nous lisons en effet : celui qui se prétendra propriétaire... et plus loin, même article, *in fine* : le réclamant qui succombera sera condamné, s'il y échet, aux dommages-intérêts du saisissant. Ce qui signifie que celui qui n'aura pas prouvé sa prétention, c'est-à-dire son droit de propriété, se verra refuser la revendication et pourra de plus, être condamné à des dommages-intérêts. Or, si l'article 608, C. Pr., n'établissait qu'une action personnelle, pourquoi exigerait-il que celui qui l'invoque fut proprié-

(1) Aubry et Rau, t. II, n° 183, note 32.

taire ? Il suffirait qu'il se prétendît mandant, dépositaire, bailleur, etc..., et fournît la preuve du dépôt, mandat ou autre convention.

Voilà donc deux cas, indiqués par la loi elle-même, où la revendication des meubles est possible, contrairement à l'opinion de Delvincourt. Ajoutons que le maintien de l'action personnelle, où il espère trouver un remède aux effets injustes de sa théorie trop absolue de l'article 2279, est loin de présenter les avantages qu'aurait présentés la revendication. Il peut se faire, en effet, et c'est même une des éventualités les plus vraisemblables, que le débiteur soit insolvable, en faillite ou en déconfiture ; la revendication permettrait au propriétaire de se faire restituer son meuble, alors que l'action personnelle lui fera forcément subir le concours des créanciers. Le dividende distribué peut-être très faible, surtout s'il existe des créances privilégiées qui absorbent la plus grande partie de l'actif, et le propriétaire éprouve un préjudice important qu'une interprétation plus sage de l'article 2279 lui eut permis d'éviter.

Nous concluons donc avec Troplong, que Delvincourt a été au-delà de toutes les bornes, lorsqu'il a enseigné que, hors le cas de perte ou de vol, on ne peut jamais agir en revendication contre le possesseur d'un meuble ; que sa théorie devient inadmissible, toutes les fois qu'il s'agit de régler la position de parties

liées entre elles par le nœud d'un contrat ou quasi-contrat, d'un délit ou quasi-délit ; sinon la loi eût consacré l'absurde au plus haut degré ; que Delvincourt, en imaginant sa théorie, n'a pas songé à séparer l'article 2279 d'espèces diverses pour lesquelles il n'a pas été fait.

SECTION III. — THÉORIE DE LA PRESCRIPTION INSTANTANÉE.

Alors que les deux théories que nous venons d'exposer brièvement ont trouvé peu d'adhésions dans la doctrine et ont été assez rapidement abandonnées, l'idée de rechercher le fondement de l'article 2279 dans une prescription instantanée a compté un assez grand nombre de partisans et est encore soutenue aujourd'hui par quelques auteurs ; en particulier, c'est encore la doctrine enseignée par M. Baudry-Lacantinerie (*Précis de droit civil*, 8^e édi., tome I, p. 814).

Elle fut autrefois émise et soutenue par des auteurs dont le nom faisait autorité, et surtout par Marcadé (*traité de la prescription*), et Demolombe (t. IX, n^o 622) (1).

On invoque surtout, pour justifier cette théorie, la

(1) Cf. Mourlon, t. III, n^o 956.

place occupée dans le Code par l'article 2279, place qui est, dit-on, significative : il est placé au chapitre intitulé : « Du temps requis pour prescrire », et dans la section portant pour rubrique : « De quelques prescriptions particulières ». C'est donc bien une prescription que cet article est chargé de consacrer ; la seule particularité, c'est que cette prescription se produit instantanément, qu'un seul instant de possession suffit pour qu'elle soit accomplie, alors que dans les autres prescriptions énumérées au même chapitre, il doit s'être écoulé un laps de temps plus ou moins considérable.

De ce que l'article 2279 consacre une prescription, il résulte que celle-ci ne peut s'accomplir que si les conditions exigées par l'article 2229 se trouvent remplies. Or, cet article dispose que la possession, pour pouvoir servir de base à une prescription acquisitive, doit être continue, et non interrompue, paisible, publique, non équivoque et à titre de propriétaire. De ces conditions, celles, bien entendu, relatives à un laps de temps, disparaissent : continuité, non interruption. Les autres subsistent : en particulier, la possession doit être publique et non précaire, et c'est grâce à ces dernières conditions surtout que cette doctrine se base pour repousser l'application de l'article 2279 dans des cas où il s'agit de véritables rapports entre auteurs et ayants cause. La jurisprudence est d'ac-

cord avec cette doctrine sur ce point, et on l'a vue fréquemment écarter l'article 2279 en raison de la clandestinité ou de la précarité de la possession invoquée par le défendeur (Paris, 30 juin 1893, D., 94, 2, 501 ; Cass., 8 déc. 1894, D., 95, 1, 364 ; 15 avril 1890, D., 91, 1, 338 ; 28 juillet 1897, D., 98, 1, 134). (Toutefois, remarquons en passant qu'aucun de ces arrêts ne fait allusion à une prescription instantanée). D'ailleurs, dans le doute, on présume que la possession est à titre de propriétaire (art. 2230), ce qui force le demandeur à fournir la preuve de la précarité, de la clandestinité, etc..., preuve souvent difficile.

En dehors de ces conditions, les partisans de la théorie de la prescription instantanée en exigent deux autres : la bonne foi et le juste titre ; cette seconde condition moins unanimement (Baudry-Lacantinerie n'exige que la bonne foi, dont le juste titre n'est qu'une condition). En ce qui concerne la bonne foi, nous nous réservons de rechercher plus loin, en étudiant la doctrine actuelle, si elle est indispensable, et si, dans certains cas, il ne peut pas se faire qu'elle soit hors de cause.

Résumons seulement ici quelques-unes des objections qui ont été élevées contre cette interprétation de l'article 2279.

Celle qui consiste à faire apparaître une contradiction entre l'article 2219 qui définit la prescription : un

moyen d'acquérir... par un certain laps de temps, et l'idée d'une prescription instantanée, nous paraît la moins fondée. Il n'y aurait pas, croyons-nous, absurdité à penser que le temps requis puisse passer, selon les cas, par une série de valeurs décroissantes, pour devenir finalement nul ou se réduire, selon une expression équivalente, à un « instant de raison ». Ce serait quelque chose d'analogue à cette valeur « limite » que l'on rencontre à chaque pas dans l'étude des grandeurs mathématiques. Une ellipse ne cesse pas d'être une ellipse parce que la distance entre ses deux foyers diminue jusqu'à devenir nulle ; la figure devient un cercle, il est vrai, mais tous les théorèmes relatifs à l'ellipse restent rigoureusement applicables. On peut imaginer quelque chose de comparable pour la prescription, et il n'y a ainsi pas de contradiction dans les termes en parlant de prescription instantanée.

Mais on a élevé contre cette théorie des objections bien plus sérieuses (1), et l'une des plus fondées est la suivante : il n'est dit nulle part dans le Code civil qu'il existe une prescription instantanée pour les meubles, et en créer une de toutes pièces serait se substituer au législateur, comme on reproche à Toullier d'avoir

(1) Cf. Aubry et Rau, t. II, n° 489 ; Laurent, t. XXXII, n° 851 ; de Folleville, *Possession des meubles*, n°s 20 et suiv. ; Buchère, *Valeurs mobilières*, n° 1076.

voulu le faire en imaginant sa prescription triennale ; les mêmes arguments valent contre les deux théories.

Dans tous les cas, en effet, où la loi établit une prescription, elle le dit en termes exprès et formels, comme il est facile de s'en convaincre à la simple lecture des articles 2262, 2265, 2271 à 2278. Dans notre article 2279, au contraire, le mot « prescription » n'est même pas prononcé, alors que, par analogie avec les articles précédents, il se fut présenté tout naturellement sous la plume du rédacteur du Code, si sa volonté eut été de créer une nouvelle prescription.

Il est vrai qu'on a prétendu tirer argument de l'article 2239 qui est ainsi conçu : Ceux à qui les fermiers, dépositaires et autres détenteurs précaires ont transmis la chose par un titre translatif de propriété, peuvent la prescrire. Cette chose, dit-on, au cas de dépôt, est un meuble (art. 1918). Donc il y a une prescription pour les meubles. Nous répondrons que d'abord la présence du mot « dépositaire » peut s'expliquer par une inadvertance du législateur ; puis que la loi elle-même considère le séquestre comme une sorte de dépôt : donc l'article 2239 peut faire allusion à une prescription d'immeuble ; ce qui est plus logique que de faire allusion à une prescription dont elle ne détermine nulle part la durée, qu'on ne peut fixer arbitrairement, ni à trois ans, ni à un instant. Enfin l'article 2239 peut également s'appliquer même à des meu-

bles, si on se trouve en présence de choses perdues ou volées. Ce sera alors la prescription du deuxième paragraphe de l'article 2279 qui sera en cause (1).

De plus, cette disposition du Code est empruntée à notre ancien droit, et nous avons déjà remarqué que nos anciens auteurs n'acceptaient pas en général l'idée d'une prescription mobilière. Pothier, lorsqu'il traite de la fin de non-recevoir résultant de la possession d'un meuble, ne lui donne nullement pour fondement la prescription. « Notre coutume, écrit-il (Coutume d'Orléans, introduction au titre 14), ne s'est pas expliquée sur la prescription à l'effet d'acquérir les choses mobilières ; il n'est pas bien décidé si la prescription avec titre et bonne foi qui avait lieu par le droit civil, a lieu dans notre droit français ; Imbert et Buguon, anciens praticiens, pensent qu'elle n'y est pas admise ; d'autres prétendent qu'elle y est admise. Il est rare qu'il y ait lieu à la question, le possesseur d'un meuble en étant parmi nous, présumé le propriétaire sans avoir besoin de recourir à la prescription ».

Pothier semble donc voir dans la maxime « en fait de meubles, possession vaut titre, non une prescription, mais une présomption. Nous verrons que c'est l'idée qu'a adoptée la jurisprudence.

(1) Bufnoir (*Propriété et contrats*) pense que l'article 2239 fait allusion à la prescription trentenaire (p. 354).

Bourjon, lui aussi, repousse l'idée d'une prescription en matière mobilière. Et il est à remarquer qu'il exprime cette idée au chapitre des prescriptions. Ce qui fait tomber cet argument invoqué par les partisans de la prescription instantanée, que la place de l'article 2279 est significative.

« La prescription, dit-il, n'est d'aucune considération quant aux meubles, puisque, par rapport à de tels biens, la simple possession produit tout l'effet d'un titre parfait ». Ces paroles, il est vrai, dans l'esprit de quelques auteurs, ne feraient allusion qu'au délai de la prescription ; mais pourquoi chercher une interprétation hasardeuse, alors qu'il en existe une toute naturelle ? Il est bien plus probable qu'il n'a placé l'étude de la possession des meubles au chapitre de la prescription, que pour précisément mettre hors de cause la prescription en cette matière. Et notre législateur a fait de même (1).

Ajoutons que la jurisprudence s'est toujours montrée réfractaire à une pareille explication, et qu'aucun arrêt récent n'a admis que l'article 2279 reposât sur cette idée, que le possesseur puise le droit de s'opposer à la revendication, dans une prescription instantanée (2).

(1) Cf. Demante et Colmet de Santerre, t. VIII, n° 387 *bis*, 1°.

(2) On ne citerait guère, dans le sens de la prescription instan-

SECTION IV. — EXPLICATIONS ACTUELLES
DE L'ARTICLE 2279.

Les diverses théories sur le fondement juridique de l'article 2279, que nous venons de résumer brièvement en indiquant les principaux arguments que l'on a fait valoir contre elles, étant écartées, quelles sont les autres explications possibles de la maxime « En fait de meubles, possession vaut titre ? » Deux théories restent aujourd'hui en présence.

Ou bien on explique l'article 2279 en admettant que le législateur a voulu établir, en faveur du possesseur d'un objet mobilier, une présomption qui sera pour lui un énergique moyen de défense contre toute revendication d'un précédent propriétaire. C'est l'idée adoptée par la jurisprudence, qui voit de plus dans cette présomption une présomption simple, admettant la preuve contraire, et par quelques auteurs, ceux-ci étant d'avis, en rapprochant l'article 2279 de l'article 1352, que la présomption établie par la maxime « En fait de meubles, possession vaut titre », est une présomption absolue n'admettant pas la preuve contraire.

Ou bien on voit dans l'article 2279 un véritable

tanée, qu'un arrêt de la cour de Grenoble, 4 août 1838 ; cette décision, du reste ancienne, est restée un cas isolé.

mode d'acquisition établi par la loi en faveur du possesseur, sous certaines conditions que nous aurons à dégager. La possession d'un objet mobilier constituerait alors, non pas une présomption de titre, mais bien un titre d'acquisition « lege ». C'est à cette dernière opinion que paraît s'être ralliée de nos jours la grande majorité des auteurs.

On reste donc, en définitive, en présence de deux idées : celle de la présomption, qui est celle de la jurisprudence, et celle de l'acquisition lege, qui est surtout soutenue en doctrine. Etudions avec quelques détails chacune de ces idées.

§ I^{er}. — *Théorie de la jurisprudence.*

La jurisprudence a vu dans l'article 2279 une présomption de titre ; d'après le système qu'elle admet le plus généralement, la règle « En fait de meubles, possession vaut titre », n'a pas pour but de dépouiller l'ancien propriétaire de la propriété de sa chose pour l'attribuer au possesseur ; mais elle établit au profit de ce dernier une présomption contre laquelle viendra forcément échouer la revendication du propriétaire. Ce dernier, s'il voulait revendiquer, devrait prouver sa propriété. Comment le ferait-il ? Il serait généralement incapable, de même que le possesseur actuel, d'apporter à l'appui de sa prétention d'autre preuve

que son ancienne possession : dès lors sa propriété reposant sur la seule possession, ne pourra en somme résulter que d'une présomption. La propriété du demandeur n'étant elle-même que le résultat d'une présomption, il est naturel qu'une pareille présomption soit accordée au défendeur. Dès lors celui-ci n'a rien à prouver pour résister au demandeur, c'est au contraire à ce dernier qu'incombe la charge d'apporter des arguments capables d'affaiblir la présomption dont bénéficie son adversaire.

En résumé, dans le système admis par la jurisprudence, le possesseur d'un objet mobilier est protégé par une présomption. Mais cette présomption n'est qu'une présomption simple, une présomption *juris tantum*, et elle admet que le propriétaire dépossédé apporte la preuve qui fera tomber cette présomption. Nous verrons tout à l'heure que la plupart des auteurs qui admettent l'idée de présomption considèrent au contraire cette présomption comme une présomption absolue, *juris et de jure*. D'autres, il est vrai, émettent une opinion qui se rapproche plutôt de celle de la jurisprudence (1).

Cette explication de l'article 2279 par l'idée d'une présomption simple se déduit d'un grand nombre d'arrêts dont quelques-uns sont assez récents ; les uns,

(1) Cf. Vazeilles, t. II, n° 6 ; Buchère, n° 1078, etc...

sans parler de présomption simple, l'admettent implicitement en accueillant la preuve contraire ; d'autres sont même plus catégoriques et indiquent nettement qu'il s'agit d'une présomption simple. Citons quelques-uns des plus caractéristiques : arrêt de la Cour de Nîmes, 22 août 1842 : « ...Attendu que, si l'article 2279 dispose que : en fait de meubles, possession vaut titre, ce n'est néanmoins qu'une présomption simple qui peut être combattue par des présomptions contraires ou par la preuve testimoniale... » De même, un arrêt de la Cour de cassation du 13 avril 1863 (D., 63, 1, 396), suppose sans hésitation que la preuve contraire peut être admise : « ...Attendu qu'en rejetant par ce motif la réclamation de M^{me} L..., sans contester... et sans que les syndics eussent offert de détruire, par une preuve contraire, la présomption de propriété résultant en sa faveur de la possession où elle était... »

Citons encore un arrêt de la Cour de cassation du 25 mars 1885 (S., 88, 1, 148) : « ...La présomption de l'article 2279 peut être détruite par la preuve contraire, et cette preuve, surtout lorsqu'il y a fraude, peut être faite par témoins ». Un arrêt de la Cour de Nancy du 30 décembre 1891 (D., 92, 2, 441) : « ...Attendu dans tous les cas que la présomption établie par ledit article n'est qu'une présomption simple contre laquelle sont admises, surtout s'il y a dol ou fraude, comme au cas particulier, la preuve contraire par

témoins et même des présomptions graves, précises et concordantes ». Alger, 23 décembre 1895 (D., 97, 2, 454): « ...Attendu enfin que la présomption qui protège le possesseur est une présomption simple contre laquelle la preuve contraire est toujours admise. » Mentionnons seulement quelques autres décisions, dans le même sens : Pau, 12 janvier 1874 (D., 75, 2, 113); Req., 14 février 1877 (D., 77, 1, 320) ; Amiens, 5 mars 1884 (D., 85, 2, 111), etc.

Quant à la preuve qui doit faire tomber la présomption de l'article 2279, la jurisprudence la trouve (et c'est le cas de la plupart des jugements et arrêts que nous venons de rapporter) dans ce fait que le possesseur est tenu d'une obligation personnelle envers la personne de qui il tient la chose. La présomption de titre est écartée en ce sens que le titre qui fonde l'obligation rend invraisemblable et empêche raisonnablement de supposer l'existence d'un second titre qui eût fondé la propriété. Si un pareil titre existait, le possesseur serait inexcusable de ne pas s'en être assuré des moyens de preuve. Aussi est-ce à lui, en ce cas, à les fournir.

La présomption de titre sera encore écartée si le demandeur prouve qu'il a transmis l'objet litigieux à titre de propriété : il n'y aura pas non plus, en ce cas, à parler de présomption de titre, puisque celui-ci est prouvé ; seule la question de validité du titre pourra

être soulevée, et ici encore le droit commun reprendra son empire. L'article 2279 ne sera d'aucune utilité quand il s'agira de rapports entre ayant cause et auteur.

Mais que deviendra la présomption lorsque ce rapport d'ayant cause à auteur, suffisant pour enlever toute force à l'article 2279, ne sera pas prouvé, qu'au contraire il s'agira simplement de deux possessions juxtaposées, et que ce qui se trouvera être en cause, ce sera précisément de savoir s'il a existé un titre entre les deux parties, et si ce titre était un titre translatif de propriété ? Dans ce cas, la preuve d'une obligation à la charge du possesseur n'est pas fournie, il ne saurait être question d'écarter l'article 2279 dont la présomption subsistera. C'est alors que la jurisprudence a cherché un autre moyen d'arriver à des solutions équitables, et elle a trouvé ce moyen en faisant apparaître l'équivoque de la possession, et trouve dans ce vice une condition négative d'application de l'article 2279. Nous donnerons un peu plus loin un certain nombre d'exemples où l'équivoque a servi à repousser l'application de notre maxime.

Mais remarquons que cette présomption de titre adoptée par la jurisprudence devient parfois une fiction insoutenable : en particulier si on se trouve dans des circonstances telles que le propriétaire ne puisse avoir cédé son droit, et par suite fourni un titre au pos-

sesseur. Ce serait le cas, par exemple, où le meuble aurait été cédé par un dépositaire infidèle, ayant commis un abus de confiance parfaitement établi. Est-il logique, en ce cas, de supposer un titre par lequel le propriétaire eût cédé son droit ? Cependant, le tiers peut, en ce cas, invoquer l'article 2279 pour échapper à la revendication, s'il est de bonne foi ; ce qui n'est pas invraisemblable ; c'est même un des cas où l'article 2279 se montre le plus utile ; et il deviendra ainsi, non une simple présomption de titre, mais bien un véritable titre d'acquisition. Le système de la jurisprudence, consistant à voir dans la maxime « en fait de meubles, possession vaut titre » une simple présomption, devient donc parfois difficile à soutenir et doit céder la place à l'idée d'une véritable acquisition *lege*.

§ 2. — *Opinions doctrinales actuelles.*

1° *Système de l'acquisition lege*. — C'est cette dernière idée d'acquisition « *lege* » qui a prévalu aujourd'hui dans la doctrine au moins en ce qui concerne la question de fond soulevée par l'étude de l'article 2279. Dans cette doctrine, le possesseur d'un meuble (supposé de bonne foi) n'a besoin, pour repousser les prétentions d'un revendiquant, d'invoquer aucune prescription, triennale ou instantanée. Il est propriétaire par le seul fait qu'il est possesseur, la loi considérant

cette seule possession comme un titre suffisant de propriété (1), à condition, seulement, que cette possession réunisse certaines conditions que nous indiquerons tout à l'heure. La revendication des meubles n'est en effet pas supprimée, elle n'est écartée que si on lui oppose une possession conforme aux exigences des articles 2228 et 2229 et aussi si, en dehors du cas de précarité, la question ne se pose pas dans les rapports entre le possesseur et son auteur, la question de la preuve étant réservée.

2° *Système de la présomption absolue.* — D'autres auteurs, ainsi que nous l'indiquons tout à l'heure, ont préféré voir dans l'article 2279 une présomption, mais une présomption absolue. Car, dit-on, l'article 2279 aboutit à refuser la revendication au propriétaire dépossédé ; or, aux termes de l'article 1352, la preuve contraire n'est pas admise contre une présomption qui dénie l'action en justice. Dans ce système, par conséquent, jamais on ne pourrait user de la revendication pour se faire restituer un meuble. Mais l'article 2279 ne mettant obstacle qu'à la revendication, il y aurait place, à son défaut, pour des actions personnelles en restitution.

En réalité, ce système diffère moins qu'on ne pourrait le croire du précédent ; le principal intérêt de la

(1) Cf. Bufnoir, *Propriété et contrats*, p. 351 et s.

distinction apparaissant en pratique au cas d'insolvabilité du défendeur et au risque que court le demandeur de subir le concours des autres créanciers ; or, ce risque, comme nous le remarquons d'autre part, disparaît en partie grâce à la disposition de l'article 608 du Code de procédure.

Néanmoins, nous donnerons la préférence au système de l'acquisition *lege*, tout en reconnaissant que dans certains cas il faut revenir à l'idée d'une présomption. C'est qu'il importe de distinguer les deux rôles que peut avoir à remplir l'article 2279, soit comme moyen d'acquisition, soit comme moyen de preuve. Nous ferons apparaître ce double rôle en étudiant les conditions d'application de cet article.

CHAPITRE III

Conditions d'application de l'article 2279

Nous avons déjà étudié sommairement dans un précédent chapitre à quels meubles s'appliquait la maxime « En fait de meubles, possession vaut titre » ; nous avons vu quel sens étroit il faut donner au mot « meubles » et nous ne croyons pas utile d'y revenir ; mais nous dirons un mot d'autres conditions importantes auxquelles nous avons jusqu'ici seulement fait allusion, et qui ont un rapport bien plus direct avec l'objet même de notre étude.

SECTION I. — CARACTÈRES QUE DOIT PRÉSENTER LA POSSESSION.

La signification du mot « possession » comme celle du mot « meubles » employés dans l'article 2279 doit être déterminée avec soin. Tous les auteurs ont reconnu que la possession visée par l'article 2279 doit être une possession au sens technique du mot et non une simple détention.

L'opinion la plus généralement soutenue exige tout d'abord que le possesseur qui entend se prévaloir de la maxime « En fait de meubles, possession vaut titre », invoque une possession de bonne foi. Que faut-il entendre par une possession de bonne foi ? Pour la plupart des auteurs et pour la jurisprudence, la bonne foi consiste dans la croyance à la qualité de propriétaire chez la personne avec qui on a traité. Cette condition remplie (et celles, bien entendu, relatives à la nature du meuble possédé, que nous supposerons dorénavant toujours remplies), le possesseur trouverait dans l'article 2279 une arme de défense parfaite contre le véritable propriétaire qui revendiquerait en lui opposant les vices ou même la nullité de son titre d'acquisition (1).

Nous pensons cependant que cette conception de la bonne foi est un peu étroite, et qu'il ne suffirait pas, pour être de bonne foi, d'avoir cru acquérir d'un véritable propriétaire (le voleur serait généralement de bonne foi), mais qu'il faudrait en outre avoir cru acquérir la chose au moyen d'un mode régulier et légitime d'acquisition ; il faudrait en un mot, dans notre théorie, que le possesseur crût posséder en vertu d'un juste titre. Si son auteur n'était pas propriétaire, il n'a pu

(1) Cf. Troplong, *Dr. civ. expliq.*, t. II, p. 630 et s.; Bufnoir, *Propriété et contrats*, p. 373 et s.; Baudry-Lacantinerie, *op. cit.*, p. 817, etc.

évidemment lui fournir un pareil titre, peu importe; si le possesseur a cru acquérir du vrai propriétaire à juste titre, cela suffira pour qu'il soit protégé ; et c'est, croyons nous, en ce sens qu'il est exact de dire, avec la plupart des auteurs et avec la jurisprudence, que la bonne foi, mais non le juste titre, est nécessaire au possesseur qui prétend se prévaloir de la maxime « En fait de meubles, possession vaut titre ». Au contraire, celui qui, tout en croyant acquérir d'un véritable propriétaire, saurait pertinemment ne tenir la chose de lui qu'en vertu d'un procédé d'acquisition irrégulier, serait de mauvaise foi comme celui qui n'ignorerait pas avoir acquis cette chose d'un non propriétaire. On aboutirait ainsi, d'ailleurs, à un résultat équitable, en admettant contre ce possesseur la revendication, car ce possesseur, qui sait très bien n'avoir qu'un titre irrégulier, apparent ou nul, n'a pas à se plaindre s'il est obligé de restituer : il devait s'y attendre ; de plus, sa possession ne fera généralement que masquer une complicité avec son auteur, ayant pour but de soustraire ce dernier à une légitime revendication.

Cependant tel ne paraît pas être le système admis ; si le possesseur croit avoir acquis du véritable propriétaire, ou, ce qui revient au même, ne prouve pas qu'il a menti en le prétendant, il est de bonne foi, et cela suffit pour que l'article 2279 le protège.

C'est là le cas normal de l'article 2279, le cas pour

lequel il a été imaginé : protéger le tiers acquéreur de bonne foi, qui a acquis d'un non propriétaire, contre les vices de son titre d'acquisition ; rôle qui a été résumé et très clairement mis en lumière, dans une note de M. Planiol mise au bas d'un arrêt d'Aix, du 3 février 1902, rapporté au Dalloz périodique (1904, 2, p. 289). « Le premier alinéa, écrit-il, ne signifie pas : le possesseur est présumé propriétaire, ce qui aurait simplement pour résultat de lui assurer le rôle de défendeur ; il signifie, ce qui est bien différent, que le possesseur ne pourra être évincé quand même la preuve du défaut de propriété de son auteur serait fournie. En d'autres termes, la loi a voulu rendre irréfragable dans certains cas la présomption de propriété qui s'attache à la possession ; elle supprime l'action en revendication à cause de la bonne foi du possesseur ; en disant que sa possession vaut titre elle veut dire que sa situation est aussi inébranlable que s'il était devenu réellement propriétaire en vertu d'un titre régulier et efficace. »

D'autre part, la bonne foi se présume (art. 2268), et ce serait au demandeur à apporter la preuve de la mauvaise foi de son adversaire ; c'est là un point hors de discussion, et on pourrait citer un grand nombre d'arrêts en ce sens (Douai, 20 juin 1892 ; Chambéry, 20 mars 1894 ; Cass., 5 décembre 1893, etc.).

Quant au juste titre, on ne l'exige généralement pas,

ce qui veut dire qu'un possesseur de bonne foi, tenant un objet mobilier de quelqu'un qu'il a cru propriétaire, ne peut se voir opposer par le véritable propriétaire les vices de son titre d'acquisition. Si, au contraire, la revendication était intentée par un auteur à son ayant cause, nous verrons plus loin que la protection de l'article 2279 serait loin d'être aussi énergique (1).

La possession visée par l'article 2279 doit encore être une possession à titre de propriétaire, publique et non équivoque ; l'article 2279 ne le dit pas ; mais on est d'accord sur ce point, que la possession doit réunir les qualités exigées par l'article 2229, sous peine de n'être plus une véritable possession, mais une simple détention précaire (2). « Je prends le mot possession, disait Bufnoir (*op. cit.*, p. 359), au sens qu'il a dans les articles 2228 et 2229..... De ce que l'article 2279 est placé au titre de prescriptions, il faut en effet tout au moins conclure que lorsqu'il exige la possession, il entend qu'il s'agisse de la possession telle qu'elle est définie et caractérisée par la loi, en tête même du titre dont il fait partie (3). »

(1) Quelques auteurs semblent en tous les cas exiger le juste titre. — Cf. Mourlon, t. III, n° 1994.

2) Cf. Planiol, I, p. 786.

(3) Et ailleurs p. 64 : Il s'agit cependant d'un mode d'acquérir qui, par ses effets et conditions, est analogue à la prescription.

Sur ces points, d'ailleurs, comme en matière de bonne foi, le possesseur bénéficie d'une présomption (art. 2230). « On est toujours présumé — déclare cet article 2230 — posséder pour soi, et à titre de propriétaire, s'il n'est prouvé qu'on a commencé à posséder pour un autre. » Sauf donc cette dernière hypothèse, où ce serait au possesseur à apporter la preuve de l'intervention de son titre, la preuve de la précarité, lorsque ce point est contesté, est à la charge du revendeur.

Donnons un exemple d'application de ces principes, en prenant un cas qui s'est souvent présenté dans la pratique : supposons qu'une personne ait donné en gage à un de ses créanciers une chose qui ne lui appartenait pas, le créancier gagiste l'ayant reçue de bonne foi. Puis le véritable propriétaire revendique sa chose. Le créancier gagiste peut-il faire échouer sa revendication en invoquant l'article 2279 ? On l'a admis sans hésitation. Le créancier gagiste, en effet, n'est détenteur précaire que vis-à-vis de celui qui lui a remis l'objet en gage ; vis-à-vis de toutes les autres personnes, il possède à titre de propriétaire, *animo domini* ; et sa possession est en conséquence suffisante pour lui assurer le bénéfice de l'article 2279. La jurisprudence et la doctrine sont à peu près unanimes à l'admettre, et on pourrait citer un assez grand nombre de décisions en ce sens (Cass., 23 janvier 1860, D. 60,

1, 123 ; 12 mars 1888, D. 88, 1, 404 ; 28 mars 1888, D. 88, 1, 253 ; 6 juillet 1891, D. 92, 1, 119 ; 2 mars 1892, D. 93, 1, 198 ; Douai, 20 juin 1892, S. 92, 2, 161, etc.) (1). Le créancier gagiste échapperait même, remarquons-le en passant, à une action en dommages-intérêts fondée sur l'application de l'article 1382, pour n'avoir pas exigé la justification du droit de propriété de son débiteur sur les objets qu'il a acceptés en gage. Pour qu'une pareille action réussisse, il faudrait que le propriétaire revendiquant démontrât à sa charge l'existence d'une faute, et ce serait là une question de fait laissée à l'appréciation des juges (2). Et la même solution doit être admise au profit de l'usufruitier qui a reçu un meuble de bonne foi.

Mais il faudrait en décider tout autrement si le

(1) Citons l'attendu le plus intéressant de ce jugement :

« ... Attendu que le gagiste est couvert par le principe de l'article 2279 aussi bien que celui qui détient un objet mobilier en qualité de propriétaire ; que sa possession n'est pas entachée de précarité vis à vis de tiers qu'il ne connaît pas, avec lesquels il n'a pas traité et envers lesquels il n'est tenu d'aucune action personnelle ; que, possédant en son nom et pour son propre compte en vertu d'un contrat de nantissement, il doit être considéré à l'égard des tiers comme un véritable propriétaire..... ».

(2) Voir l'arrêt de Douai du 20 juin 1892 précité, et la note de M. Lyon-Caen. Cf. également : Troplong, n° 1060 ; Aubry et Rau, II, p. 118 ; Laurent XXXII, n° 575 ; Valette, *Privileges et hypothèques*, p. 53, etc.

créancier gagiste avait reçu le meuble du véritable propriétaire et se refusait ensuite à le lui restituer en s'en prétendant devenu propriétaire par l'effet de l'article 2279. C'est que cette fois le conflit se poserait entre deux personnes liées par un rapport d'auteur à empêche l'application de la maxime « En fait de meubles, possession vaut titre ».

SECTION II. — CAS OÙ IL EXISTE UN RAPPORT
D'AYANT CAUSE A AUTEUR.

Nous admettrons donc, sauf à préciser ultérieurement ce qu'on doit entendre par là, qu'il faut, pour que l'article 2279 s'applique, qu'il n'existe pas entre le possesseur et le revendiquant un rapport d'auteur à ayant cause. Les motifs qui ont fait adopter la maxime « En fait de meubles, possession vaut titre » ne se retrouvent du reste plus, l'intérêt du crédit est hors de cause, puisqu'il ne s'agit plus de protéger un tiers de bonne foi. Cependant la doctrine semble avoir éprouvé quelque scrupule à employer notre formule. D'où provient cette hésitation ? C'est que, comme nous le verrons tout à l'heure, l'article 2279 a trait à deux points de vue bien différents, qu'on n'a pas toujours distingués avec assez de soin ; l'un qui a pour objet le fonde-

ment du droit du fait de la possession de bonne foi, l'autre concernant une question de preuve. Lorsqu'on dit que l'article 2279 ne s'applique pas dans les rapports d'auteur à ayant cause, cela signifie que, lorsqu'un pareil rapport existe, la maxime « En fait de meubles, possession vaut titre » est incapable de fournir au possesseur le titre d'acquisition qu'y voit généralement la doctrine. Mais si ce qui est en cause, étant donné que le demandeur a établi que la possession invoquée par le défendeur, c'est de lui seul qu'il peut la tenir, c'est de savoir à quel titre la possession a passé de l'un à l'autre, l'article 2279, incapable encore de servir de moyen d'acquisition, pourra peut-être servir de moyen de preuve en établissant au profit du défendeur une présomption de titre. Nous sommes sur un autre terrain, sur le terrain de la preuve. Réservez-en l'étude pour un chapitre ultérieur, et constatons que c'est la crainte d'arriver, en matière de preuve, à des résultats inadmissibles en déclarant cette formule inapplicable dans les rapports entre auteur et ayant cause, qui a fait hésiter quelques auteurs à l'employer.

On trouve exprimée une semblable crainte dans le savant ouvrage de M. Bufnoir (1). Il admet bien qu'il puisse y avoir en pareil cas possibilité d'une revendi-

(1) Bufnoir, *Propriété et contrats*, p. 373 et suiv., et p. 382.

cation, et non pas seulement la ressource d'une simple action personnelle, comme le soutiennent un certain nombre d'auteurs (1) et de jugements. Mais il ne pense pas qu'on puisse fonder ce rejet de l'article 2279 sur une condition nouvelle, nulle part écrite dans les textes de loi, et qu'il serait imprudent, inutile et dangereux de formuler de façon absolue (page 375). La formule que l'article 2279 est étranger aux rapports existant entre le possesseur et celui de qui il tient la chose conduirait, d'après lui, à des conséquences inadmissibles en matière de preuve (nous nous trouvons ici en face d'un second côté de la question, et nous avons déjà laissé pressentir qu'alors l'article 2279 peut avoir à jouer un certain rôle). Et M. Bufnoir conclut en admettant cette formule que l'article 2279 est étranger aux rapports entre auteur et possesseur, mais seulement en tant que formule approximative, destinée à marquer par voie d'à peu près des résultats pratiques, que les principes généraux (qu'il vient de dégager en étudiant le rôle de la bonne foi et de la précarité en matière de possession mobilière) suffisaient à atteindre.

On retrouve à peu près les mêmes idées exprimées dans l'ouvrage de MM. Baudry-Lacantinerie et Tis-

(1) Aubry et Rau, II, p. 483 et la note; De Folleville, *op. cit.*, p. 5; Troplong, t. II, p. 650 et s., etc.

sier (1). Celui qui possède à titre de locataire, d'emprunteur, de dépositaire ou de tout autre titre précaire ne peut se prévaloir de la maxime « En fait de meubles, possession vaut titre ». Ainsi, outre l'action personnelle en restitution, le détenteur précaire est soumis à une action en revendication que l'article 2279 ne peut écarter ; on est en dehors de l'hypothèse de ce texte. Mais un peu plus loin (p. 538), à propos de la preuve, la même solution n'est plus admise : « L'article 2279, lit-on, dispense le possesseur de toute preuve. Sans doute il doit prouver sa possession ; il doit prouver que cette possession a les caractères requis par la loi ; mais il est présumé posséder à titre de propriétaire, et sa bonne foi est également présumée ; il faut prouver contre lui que sa possession est précaire, ou délictueuse, ou équivoque. C'est à tort qu'on a soutenu d'une manière absolue que l'article 2279 n'a pas d'application à recevoir quand il s'agit des rapports du possesseur avec celui de qui il tient le meuble, et qu'il ne vise que les rapports du possesseur avec les tiers qui prétendraient avoir des droits sur le meuble possédé. C'est là une erreur certaine ; le possesseur d'un meuble comme celui d'un immeuble peut se prévaloir de sa possession, quand elle réunit les conditions légales, aussi bien contre celui de qui il a reçu la chose

(1) Baudry-Lacantinerie et Tissier, *De la prescription*, p. 533 et s.

que contre tous les autres : le texte ne distingue pas, et le but de l'article 2279, qui est de favoriser les transactions mobilières qui d'ordinaire se font sans écrit, ne comporte pas de distinction ; les acquéreurs courraient le risque d'être évincés par les vendeurs ou donateurs de mauvaise foi si, sur la revendication de ces derniers, il leur fallait établir la preuve de la vente ou de la donation. » Ces réserves sont parfaitement judicieuses, et en disant que l'article 2279 ne s'applique pas dans les rapports entre auteur et ayant cause, nous avons seulement voulu dire qu'il ne suffit pas à constituer un moyen d'acquisition ; mais nous réservons la question de preuve, qui est celle dont il vient d'être question. Nous reviendrons d'ailleurs d'ici peu sur ce point important.

Troplong était plus affirmatif en enseignant que l'article 2279 ne pouvait être invoqué que par les tiers acquéreurs (1). « L'article 2279, dit-il, a été écrit sous l'influence de cette ancienne règle, qui porte que les meubles n'ont pas de suite ; ce qui signifie que tout possesseur à qui le demandeur en revendication ne prouve pas qu'il tient la chose de lui, demandeur, à titre précaire ou à titre résoluble, et qu'il est possesseur de mauvaise foi, trouve dans le seul fait de sa possession une réponse victorieuse à l'attaque dirigée con-

(1) Troplong, *Prescription*, n^o 1043 et s.

tre lui..... Il est vrai qu'au premier coup d'œil l'article paraît général et absolu, mais avec un peu d'attention, on s'aperçoit qu'il suppose que la chose est passée dans plusieurs mains, qu'un tiers acquéreur est intéressé dans la poursuite, et que le droit du véritable propriétaire entend se signaler par un droit de suite. » Toutes les fois, par conséquent, que le réclamant prouve que le possesseur tient le meuble de lui, soit à titre précaire, soit en vertu d'une convention résoluble, la revendication peut être admise, sans que ce dernier puisse invoquer son droit de possession comme une preuve suffisante en sa faveur.

C'est peut-être aller un peu loin, car c'est précisément le cas où, d'après nous, l'article 2279 cessant d'être un mode d'acquisition, vaudra comme présomption de titre. Telle est l'opinion de Buchère (1). (Ce dernier voit, du reste, toujours, dans l'article 2279, une présomption.) Il n'y a pas de raison, dit-il, de restreindre l'application de l'article 2279 aux rapports de l'ancien propriétaire avec un tiers acquéreur. La loi ne le dit pas, et l'acquéreur direct qui a reçu la tradition du meuble vendu (ou donné) peut avoir besoin d'être sauvegardé contre une injuste réclamation de son auteur. L'article 2279 peut être invoqué par tout possesseur

(1) *Valeurs mobilières*, 2^e édition, p. 590. — C'est encore la théorie de Bressolles, *Dons manuels*, p. 347 et suiv.

d'objets mobiliers, et constitue en sa faveur une simple présomption.

Quant à la jurisprudence, elle a souvent adopté la manière de voir de Troplong en refusant d'appliquer l'article 2279 lorsqu'il ne s'agit pas de protéger un tiers contre la revendication du propriétaire ; en d'autres cas, elle emploie une formule un peu différente, dont les résultats sont du reste à peu près les mêmes, et déclare que l'article 2279 ne s'applique pas lorsque le possesseur est poursuivi par une action personnelle.

Nous citerons comme exemple un arrêt de la Cour de Cassation du 5 août 1878 (D. 79, 1, 253), rendu dans les circonstances suivantes : Les légataires universels d'une dame veuve R... réclamaient aux demoiselles D..., domestiques de cette dernière, divers titres de rente et obligations au porteur dépendant de sa succession, et dont l'existence avait été relevée au moment de l'inventaire. Les demoiselles D... ne niaient pas tenir les valeurs de la défunte, mais prétendaient les avoir reçues d'elle à titre de don manuel. Et pour expliquer ce fait, que jusqu'au jour de son décès M^{me} R... avait touché elle-même ou fait toucher par un mandataire les arrérages des valeurs litigieuses, elles ajoutaient que la défunte s'en était réservée la jouissance jusqu'à la mort. Un jugement du Tribunal de la Seine avait débouté les légataires, en se basant sur ce motif, qu'il y avait eu tradition effective des titres et

dessaisissement irrévocable de la dame R... au profit de ses domestiques. .

Les légataires firent appel de ce jugement, et la Cour leur donna raison en se fondant surtout sur ce que la défunte s'étant réservée le droit d'usufruit, n'avait pu, par conséquent, céder qu'une nue propriété, chose incorporelle et abstraite dont la tradition de la main à la main est inadmissible.

A la suite de cet arrêt, les demoiselles D... formèrent un pourvoi en cassation, pour violation des articles 894, 949 et 2279 du Code civil, et la Cour rendit, le 5 août 1878, un arrêt dont nous citerons un des attendus :

« Attendu que la première disposition de cet article (2279) a pour objet de protéger le possesseur d'un meuble contre la revendication intentée par un tiers, et non contre l'action de celui qui, ayant été par lui-même ou par son auteur, partie à l'acte qui est la cause de la possession, attaque cet acte et soutient que le possesseur est tenu de lui restituer le meuble en vertu d'une action personnelle. » Un peu plus loin, l'arrêt fait encore ressortir le caractère évidemment équivoque et précaire de la possession, et déclare qu'en conséquence la Cour a bien jugé en admettant l'action du demandeur.

Nous nous sommes arrêté un peu longuement sur cet arrêt pour plusieurs raisons : d'abord parce qu'il

a été suivi d'une certaine quantité d'autres décisions qui ont admis la même solution et adopté les mêmes termes ; quelques-unes même de ces décisions se réfèrent expressément à cet arrêt, tel un arrêt de la Cour de Nancy du 30 décembre 1891 (D. 92, 2, 441) :

« Attendu que les intimés ne sont pas recevables à invoquer à leur profit le bénéfice de l'article 2279; attendu qu'on pourrait leur objecter que la première disposition de cet article a pour objet de protéger le possesseur d'un meuble contre une revendication intentée par un tiers, et non, comme l'a décidé un arrêt de la Cour Suprême, en date du 5 août 1878, contre l'action de celui qui, ayant été par lui-même partie à l'acte qui est la cause, etc... (1) »

Ensuite, parce que la décision rendue a trait à une des hypothèses qui se rencontrent le plus fréquemment dans la pratique : celle des dons manuels ; enfin et surtout, parce qu'elle montre bien que la jurisprudence se refuse à accorder le bénéfice de l'article 2279 quand le défendeur reconnaît tenir le meuble du demandeur. Dans la plupart des cas, il est vrai, la mauvaise foi ou la précarité suffiraient à faire repousser l'article 2279; mais la formule de la jurisprudence

(1) La jurisprudence présente un certain nombre de décisions motivées d'une façon à peu près semblable et aboutissant à la même solution ; citons parmi les plus récentes : Alger, 23 décembre 1895, D., 97, 2, 455 ; Aix, 3 février 1902, D., 1904, 2, 289.

va plus loin, et permet de l'écarter même dans des cas où la mauvaise foi et la précarité ne seraient pas invoquées. De pareils cas peuvent se présenter : par exemple lorsque le conflit s'élève entre l'héritier de l'ancien propriétaire et le possesseur actuel (comme plus haut), mais que l'héritier, incapable de savoir par quel procédé, et à quel titre les objets ayant appartenu au défunt se trouvent entre les mains du possesseur, n'invoque pas la mauvaise foi de ce dernier ; qu'il n'invoque pas davantage la précarité, car il est possible que le possesseur les ait eus en sa possession *animo domini*, à titre de propriétaire, s'il s'est, par exemple, mépris sur l'intention de la personne de qui il tient ces objets, qu'il ait cru les recevoir à titre de don, alors qu'en réalité il s'agissait d'un dépôt. On peut encore aller plus loin et supposer que le possesseur est mort et que les objets litigieux ont passé aux mains de son héritier ; le conflit s'élèvera entre l'héritier de l'ancien propriétaire et l'héritier du possesseur immédiat. Chacun d'eux peut très bien ignorer par quel procédé les meubles ont été transmis de l'un à l'autre, dans quel but et à quel titre. La formule employée souvent par la jurisprudence, consistant à dire que l'article 2279 est étranger à notre hypothèse et ne concerne que les rapports entre l'ancien propriétaire et les tiers, conduirait à l'écarter.

Pour nous, il nous semble que cette solution serait

un peu poussée à l'extrême, et que l'article 2279, s'il doit être écarté comme titre d'acquisition dès qu'on se trouve en présence de deux possessions successives, doit au moins valoir comme moyen de preuve. C'est cette idée que nous nous proposons de développer dans le paragraphe suivant.

SECTION III. — LES DEUX FONCTIONS

DE L'ARTICLE 2279 (1).

Nous avons admis, en cherchant le fondement juridique de cet article, qu'il fournissait au possesseur un véritable titre d'acquisition. Mais ceci n'est rigoureusement vrai que dans son cas normal d'application. Dans ce cas, le tiers acquéreur d'un meuble, lorsqu'il se trouve en conflit avec l'ancien propriétaire, n'a pour repousser la revendication de ce dernier, aucune preuve à fournir, par conséquent aucune présomption à invoquer. Cette preuve, elle est faite, elle ressort de la possession elle-même qui suffit à conférer le droit ; l'article 2279 n'a pas pour objet de formuler ou de créer ce droit, il le suppose admis. La possession suffit à elle seule à fonder un titre constitutif du droit ; elle

(1) Sur les points qui vont suivre, consulter le récent ouvrage de M. Saleilles (*Possession des meubles*, Paris, 1907) que nous avons largement mis à contribution.

constitue donc un véritable cas d'acquisition lege ; ce que Bufnoir exprimait en disant, parlant de la maxime « En fait de meubles, possession vaut titre » : ... je la traduis ainsi : la possession de bonne foi d'un meuble corporel suffit pour en faire acquérir immédiatement la propriété (1).

Mais ceci ne concerne que ce que nous avons appelé la question de fond.

Passons maintenant à la question de forme relative à la preuve.

Nous avons déjà vu que l'on exige, pour que l'article 2279 puisse s'appliquer, c'est-à-dire, au sens que nous lui avons donné, constituer au profit du possesseur le titre légal d'acquisition qui le mette à l'abri de toute revendication, certaines conditions auxquelles le texte de cet article ne fait pas allusion, mais que la doctrine a reconnues nécessaires.

Nous avons vu qu'il faut une possession de bonne foi, conforme aux exigences de l'article 2229, et que la question ne se posât pas entre auteur et ayant cause ; mais supposons que des difficultés s'élèvent sur chacun de ces points, ce qui se produira toujours en pratique. La bonne foi est toujours présumée, ce qui est naturel et ressort d'ailleurs de l'article 2230, ainsi que

(1) Cf. Colmet de Santerre, t. VIII, 687 *bis* ; Laurent, XXXII, n° 542 ; Duranton, XXI, n° 97 ; Troplong, n° 1052 ; Tissier et Baudry-Lacantinerie, p. 522.

l'animus domini. Mais ces présomptions sont des présomptions simples, contre lesquelles la preuve contraire peut être admise. Et cette preuve contraire empêchera radicalement l'article 2279 de s'appliquer (1). La propriété ne sera plus acquise du chef de la possession. Ce qui n'empêcherait pas, du reste, le possesseur d'avoir acquis d'une autre façon et très régulièrement la chose de son légitime propriétaire, par exemple si, sur sa réclamation, il a traité avec lui et la lui a achetée. Puis le propriétaire primitif meurt, et son héritier, ignorant cette vente, revendique en se basant sur la mauvaise foi du possesseur : l'article 2279 ne sera à ce dernier d'aucun secours, mais il pourra prouver qu'il a acquis régulièrement l'objet. C'est une question de preuve régie par le droit commun. Il en serait de même d'une possession primitivement précaire, régularisée dans la suite.

Mais s'il s'agit, non plus de mauvaise foi ou de précarité, mais de rapports d'auteur à ayant cause, devons-nous donner les mêmes solutions ? Nous avons

(1) En particulier, le voleur étant de mauvaise foi, on peut toujours revendiquer contre lui. L'article 2279, alinéa 2, établit au profit du tiers acquéreur une prescription de 3 ans. Il est admis que cette prescription n'est applicable ni au voleur lui-même, ni à l'inventeur (Planiol, I, p. 788) Cependant un jugement du tribunal de Saint-Etienne du 8 novembre 1898, D., 99, 2, 231, paraît admettre que la détention précaire de l'inventeur se transforme en propriété définitive au bout de 3 ans.

admis que l'article 2279 n'est d'aucune application en ce cas ; mais s'il s'agit de savoir à quel titre la possession de l'objet litigieux a passé des mains de l'ancien propriétaire à celles du possesseur, la preuve étant supposée faite que cette transmission s'est faite directement et sans intermédiaire ? en un mot, lorsque la preuve d'un rapport de succession directe aura bien été administrée, mais non celle d'un titre de transmission : c'est justement ce titre qui fait l'objet du débat.

Faut-il décider que, le rapport d'auteur à ayant cause n'étant pas démontré, l'article 2279 conserve toute sa force et protège le possesseur ? Faut-il, au contraire, décider qu'on ne peut l'invoquer que dans les rapports entre l'ancien propriétaire et un tiers acquéreur, et que le seul fait de la succession des possessions suffit à le faire écarter ? Ou doit-on considérer que son rôle devient en ce cas moins important, que la possession cesse de constituer dans notre hypothèse un titre d'acquisition, mais que l'article 2279 est encore utile au possesseur en lui fournissant une présomption de titre ? C'est là le second point de vue que nous indiquions tout à l'heure et que l'article 2279, dans sa formule si concise, ne distingue pas.

Nous avons déjà répété plusieurs fois, ne faisant que citer une opinion très générale, que l'article 2279 ne s'applique pas dans les rapports entre ayants cause et auteurs, et nous avons déjà fait allusion à ce qu'il faut

entendre par cette formule d'apparence un peu absolue : c'est que, la preuve de la succession des deux possessions étant faite, ou cette succession ne faisant l'objet d'aucune contestation, cette preuve est suffisante pour empêcher que le droit fut acquis du chef de la possession, que l'article 2279 puisse être cet instrument d'acquisition lege qu'y a vu la doctrine. La propriété ne pourra donc plus être acquise que du chef d'un titre régulier de transfert. Et la question se ramène à chercher par quel moyen la preuve de ce titre pourra être faite. Si — et c'est ce qui a lieu — on met la preuve à la charge du demandeur, ce ne peut être en vertu de principes du droit commun ; ceux-ci, en effet, conduiraient à faire établir la preuve du titre à celui qui l'allègue, c'est-à-dire à la charge du possesseur ; la mettre à la charge de son adversaire, c'est donc reconnaître dans l'article 2279 une faveur spéciale bénéficiant au possesseur, c'est-à-dire lui fournir une présomption de titre. C'est le deuxième aspect de la règle de l'article 2279.

On voit par là que l'on arrive à faire jouer à l'article 2279 un double rôle, double rôle que ne peut mettre en lumière qu'une analyse scrupuleuse et non une simple lecture de ce texte si bref et si concis.

Dans un premier cas, lorsqu'on n'a prouvé ni la mauvaise foi, ni la précarité, ni le rapport d'auteur à ayant cause, la règle « En fait de meubles, possession

vaut titre » constitue un véritable titre d'acquisition.

Mais aussitôt qu'on a prouvé le rapport de succession entre les deux possessions, l'article 2279 ne vaut plus comme titre d'acquisition ; mais il peut encore servir à établir au profit du possesseur une présomption de titre qui sera valable jusqu'à preuve contraire.

Insistons sur la différence qui sépare ces deux hypothèses. Dans la première, celle où aucun rapport n'a été prouvé entre le possesseur et le demandeur, ce dernier peut, pour écarter l'application de l'article 2279, invoquer la mauvaise foi ou la précarité, qui, nous l'avons vu, font obstacle à l'application de notre maxime.

Mais il lui est interdit d'invoquer le défaut de titre, car ce défaut de titre n'est pas une condition d'acquisition. C'est peut-être ce qu'il faut entendre lorsque les auteurs qui n'ont pas accepté l'idée que l'article 2279 constitue un mode d'acquisitoire, déclarent qu'il établit au profit du possesseur une présomption absolue et inébranlable (1).

Dans le second cas, lorsque le rapport de succession immédiate entre les possessions a été établi, lorsque le demandeur a fait la preuve que c'est de lui seul que le possesseur tient la chose, l'article 2279 est écarté comme titre d'acquisition ; la possession par consé-

(1) Aubry et Rau, *loc. cit.* ; Bressoles, *loc. cit.*, p. 354 ; Colin, p. 92 ; Planiol, t. I, p. 793.

quent ne peut plus dès lors être le titre constitutif du droit, qui ne peut plus résulter que d'un titre régulier; mais elle va servir précisément à faire présumer l'existence de ce titre jusqu'à preuve contraire, et son rôle se transforme ainsi de titre d'acquisition en moyen de preuve. C'est le second aspect de la règle contenue dans l'article 2279.

De tout ceci résulte, à notre avis, qu'il est difficile de donner de l'article 2279 une explication unique s'adaptant à toutes les hypothèses possibles; mais qu'il faut plutôt le considérer comme un principe souple, s'appliquant avec plus ou moins d'intensité selon les circonstances où il est invoqué (1).

Si on se trouve dans l'hypothèse où, ni la mauvaise foi, ni la précarité, ni le rapport de succession de possession n'a été prouvé, l'article 2279 produit son effet le plus énergique : il vaut un titre d'acquisition contre lequel aucune prétention ne saurait être admise; ce qui revient à peu près au même que de dire avec un

(1) Cf. Guillouard, *op. cit.*, p. 244, n° 818 : « ... Nous ajoutons que cette présomption de l'article 2279 est tantôt une présomption irréfragable, tantôt une présomption simple : elle aura ce premier caractère, si le débat s'agit entre le possesseur et un revendiquant qui se borne à invoquer son droit de propriété; elle ne sera, au contraire, qu'une présomption simple si le revendiquant soutient que le possesseur est obligé personnellement de restituer la chose qu'il détient en vertu d'un contrat, d'un délit ou d'un quasi délit ».

certain nombre d'auteurs (1), que l'article 2279 engendre au profit du possesseur (de bonne foi) une présomption de propriété qui est absolue et par conséquent ne souffre pas la preuve contraire.

Mais dans le cas où le demandeur établit le rapport de succession directe entre les deux possessions, le rôle de la maxime « En fait de meubles, possession vaut titré » se transforme, et elle ne vaut plus que comme présomption de titre, présomption à laquelle d'ailleurs le demandeur pourra s'attaquer. Et l'article 2279 pourra même voir son effet protecteur réduit à néant, au cas de mauvaise foi initiale du possesseur : car nous avons vu que la bonne foi est une des conditions exigées pour que l'article 2279 puisse être invoqué.

Nous pensons donc que la maxime « En fait de meubles, possession vaut titre » contient une double règle, l'une quant au fond du droit et à l'existence d'un procédé d'acquisition fondé sur la seule possession de bonne foi, l'autre quant à la preuve et à l'existence d'une présomption de titre (2).

Nous avons vu que la doctrine fait prédominer le premier de ces points de vue en voyant dans la règle de l'article 2279 un cas d'acquisition *lege* ; mais que dans certains cas cette manière de voir est visiblement

(1) Cf. Aubry et Rau, t. II, n° 407 ; Bressoles, p. 534 ; Colin, *Dons manuels*, p. 92, etc.

(2) Cf. Planiol, t. I, p. 785, n° 2472.

trop absolue et conduirait à des résultats inadmissibles, et qu'il faut alors recourir à l'idée d'un moyen de preuve, de présomption de titre.

La jurisprudence préfère voir dans la maxime « En fait de meubles, possession vaut titre » une présomption contre laquelle elle admet la preuve contraire dans certains cas. Nous avons dit que, dans certaines hypothèses, lorsque l'idée d'une présomption de titre devient impossible à imaginer, la fiction de la jurisprudence arriverait à couvrir de véritables dépossessions, à consacrer ainsi de véritables acquisitions.

Aucun des deux systèmes ne peut donc se cantonner exclusivement sur le terrain qu'il a choisi. Entre le domaine de l'acquisition et celui de la présomption, aucune limite fixe n'est tracée et les théories arrivent en bien des points à se confondre, et cette indécision est un des reproches souvent adressés à notre législation en matière de possession mobilière.

Remarquons toutefois qu'en pratique, avec les deux systèmes on arrive, au moyen de concessions ou par des moyens parfois un peu détournés, à des résultats équitables, et que souvent même la doctrine et la jurisprudence sont moins en contradiction qu'on ne pourrait le croire au premier abord ; par exemple lorsque la doctrine voit dans la règle de l'article 2279 une présomption absolue de propriété et la jurisprudence une présomption simple admettant la preuve contraire.

Citons à ce propos la note de M. Planiol, rédigée à la suite de l'arrêt de la Cour de Nancy du 30 décembre 1891, que nous avons mentionné plus haut. D'après lui, ce désaccord entre la jurisprudence et la doctrine n'est qu'apparent, et les deux solutions se rapprochent singulièrement. « La preuve contraire, écrit-il, dont parle la jurisprudence pour l'admettre, n'est pas celle dont parle la doctrine pour la rejeter. Ce que la doctrine considère comme interdit, c'est la preuve que le droit de propriété existe en la personne du revendiquant et non en la personne du possesseur. Mais ce que la jurisprudence admet, c'est autre chose : c'est la preuve de l'existence, à la charge du possesseur, d'une obligation de restituer, née d'un contrat ou d'un délit. En effet, tous les arrêts qui autorisent cette preuve contraire reconnaissent que le possesseur détenait la chose en vertu d'un titre obligeant à restituer, tel que le dépôt ou le mandat, ou bien qu'il s'en était emparé par vol, détournement ou simplement par dol ou fraude, ce qui faisait encore naître à sa charge une obligation délictuelle de restitution. Or, la doctrine arrive au même résultat par un autre chemin. Elle reconnaît que la présomption de propriété établie par la loi empêche seulement l'exercice de l'action en revendication. La maxime « En fait de meubles, possession vaut titre » signifie qu'en France on ne revendique pas les meubles. Mais la loi n'écarte que l'action

réelle, elle laisse le champ libre aux actions personnelles nées d'un contrat ou d'un délit, par lesquelles le propriétaire dépouillé peut parfois réclamer sa chose. »

Quant à nous, nous pensons que la présomption absolue correspond à un véritable cas d'acquisition de propriété basée sur la possession de bonne foi ; et les hypothèses qui viennent de nous être citées sont des cas où l'article 2279 ne s'applique plus en tant que moyen d'acquisition, mais garde, au point de vue de la preuve, la valeur d'une présomption de titre.

RÉSUMÉ. — Résumons en quelques mots les conclusions que nous croyons pouvoir tirer de ce chapitre et des précédents.

Après avoir rapidement constaté la diversité des moyens proposés pour expliquer la maxime contenue dans l'article 2279, nous avons montré que quelques-uns de ces systèmes sont définitivement abandonnés et nous en avons brièvement indiqué les motifs. Quant à ceux restant aujourd'hui en présence, nous avons montré combien il leur est difficile d'expliquer entièrement l'article 2279 sans laisser une large part à l'arbitraire, et nous avons conclu que le plus rationnel serait celui qui consiste à voir dans cet article une règle un peu flexible, pouvant jouer selon les circonstances un double rôle ; nous avons essayé de dégager

un certain nombre de conditions exigées aujourd'hui, dans l'interprétation dominante, pour que l'article 2279 puisse être invoqué, et nous sommes arrivé aux conclusions suivantes :

Il faut tout d'abord qu'il s'agisse d'un meuble véritable, et nous avons vu quel sens précis et restreint il faut donner à ce mot ; on exige ensuite que la possession ne soit ni vicieuse ni de mauvaise foi, ce qui écarterait de façon absolue l'article 2279 et laisserait le champ ouvert à la revendication. Pour valoir comme titre d'acquisition, il faut enfin que la maxime « En fait de meubles, possession vaut titre », soit invoquée contre un tiers, et non lorsqu'il s'agit de rapports entre le possesseur et la personne de qui il tient immédiatement la chose. Nous avons admis qu'en ce cas elle ne pouvait plus valoir que comme présomption de titre, présomption qui devait tomber devant la preuve contraire.

Etudions maintenant d'un peu plus près ce dernier cas, que nous avons traité jusqu'ici incidemment, voyons les hypothèses où il se présente le plus fréquemment et les difficultés qu'il soulève.

CHAPITRE IV

Rôle de l'article 2279 dans les rapports entre auteur et ayant cause.

SECTION I. — COMMENT SE POSE LA QUESTION.

Précisons d'abord les hypothèses dans lesquelles nous entendons nous placer, lorsque nous nous proposons d'étudier l'application de la règle « en fait de meubles, possession vaut titre », dans les rapports entre auteur et ayant cause. Nous avons déjà fait ressortir que nous nous trouvons ici sur le terrain de la preuve : il faut, en effet, pour qu'une difficulté puisse exister, que la nature même du rapport entre le revendiquant et la personne qui tient la chose de lui, fasse l'objet d'une contestation. Si nous nous trouvons en face de deux personnes liées par un rapport d'auteur à ayant cause, la nature du lien qui les unit n'étant pas contestée, l'article 2279 ne s'appliquera évidemment à aucun degré, il s'effacera pour céder la place aux règles du droit commun. Supposons un dépositaire qui refuserait de rendre le meuble à lui confié, à

son légitime propriétaire, en invoquant l'article 2279, mais sans d'ailleurs contester le dépôt : sa prétention serait repoussée sans difficulté. Le dépositaire n'a pas une véritable possession : il n'est que détenteur, et la simple détention ne donne aucunement le droit d'invoquer l'article 2279. La revendication reste donc ouverte contre lui. On raisonnerait d'une façon analogue à l'égard du mandataire, du locataire, de l'emprunteur. Il n'y a pas, pour eux, à parler de possession.

Un donataire (en supposant toujours le fait de la donation non contesté) n'aurait pas, à l'inverse, si le donateur l'attaquait au moyen de la revendication du meuble à lui donné, besoin d'invoquer l'article 2279 pour se défendre : les règles d'irrévocabilité (art. 894) spéciales aux donations suffiraient à le protéger. Dans le cas où le donateur aurait un juste motif de demander la révocation de la donation (art. 953 et suiv.), ce serait encore le droit commun qu'on appliquerait ; l'article 2279 est étranger à ces hypothèses. Ces solutions sont du reste presque évidentes et la question, en pratique, se pose rarement (1).

(1) Cf. cependant un arrêt intéressant du 10 décembre 1877 (rapporté au *Dalloz*, 1878, 4, 176) où il est jugé que le détenteur de valeurs au porteur ayant appartenu à une personne décédée ne peut opposer à la revendication qui en est faite par les héritiers la maxime : « en fait de meubles, possession vaut titre »,

Le point délicat est au contraire — c'est le plus fréquent et celui que nous nous proposons d'examiner avec quelque détail — le cas où ce sont les rapports mêmes qui unissent le possesseur actuel et la personne de qui il tient la chose, qui fait l'objet du débat ; rapports qu'il serait peut-être, dès lors, plus correct d'appeler rapports entre possesseurs successifs, le fait seul de la succession des possessions étant certain.

Nous nous plaçons donc dans l'hypothèse où il est prouvé (1) que le possesseur attaqué tient la chose directement des mains de celui qui la réclame.

s'il résulte de son aveu que les valeurs ne lui auraient été remises que provisoirement et en vue d'un arrangement non consommé avant la mort du propriétaire.

(1) Cette preuve à la charge du revendeur est du reste relativement facile : car si le possesseur nie le fait, il laisse par là implicitement supposer qu'il y a eu perte ou vol ; et ne fût-il ni le voleur ni l'inventeur, la revendication resterait ouverte contre lui pendant trois ans. Ses dénégations se retourneraient donc contre lui. Pourrait-il, en se prétendant l'inventeur, repousser la revendication qui serait intentée après trois ans ? Cette question a été controversée. Certains auteurs ont voulu appliquer ici la prescription de trois ans établie par le § 2 de l'article 2279, et qui semble trancher la question. Nous ne pensons pas que cette solution soit exacte. L'hypothèse visée par le § 2 est celle où l'objet perdu et trouvé a été aliéné par l'inventeur et transmis à un tiers acquéreur de bonne foi. En général, celui-ci trouve dans la maxime : « en fait de meubles, possession vaut titre » une protection ; par exception, cette protection lui est refusée pendant trois ans s'il s'agit d'une chose perdue ou volée ; il recouvre même une partie de

Nous supposons donc que le demandeur a fait la preuve (ce qui ne lui est interdit par aucun texte) que le défendeur tient la chose directement de lui, ou, ce qui revient au même, que ce point a été l'objet d'un aveu, spontané ou provoqué, de la part du possesseur. Ce dernier avouera d'autant plus facilement tenir la chose du demandeur que en le niant, ou bien il laisserait supposer que le possesseur a été dépossédé à la suite de perte ou vol (nous venons, dans la note de la page précédente, d'en indiquer les conséquences), ou bien il se placerait dans une situation où sa possession pourrait être déclarée équivoque : nous verrons tout à l'heure quel parti on pourrait tirer contre lui de cette attitude. Il a donc, en somme, intérêt à avouer qu'il tient la chose du revendiquant.

Pour nous résumer d'un mot, nous dirons que la revendication se lie, non pas entre l'ancien propriétaire et un tiers acquéreur, mais bien entre deux possesseurs successifs, cette succession immédiate des deux possessions n'étant pas contestée ou ayant fait

cette protection au cas prévu par l'article 2280. Il en résulte que l'alinéa 2 de l'article 2279 ne vise nullement les relations du propriétaire avec l'inventeur lui-même, mais avec le tiers de bonne foi auquel l'inventeur aurait vendu l'objet. L'article 2279 étant étranger, la revendication doit être admise, et la seule prescription à admettre est la prescription de droit commun de 30 ans.

l'objet d'une preuve préalable de la part du demandeur.

Mais là s'arrête le domaine des faits connus. Le possesseur tient la chose du revendeur, il est, pour exprimer la même idée sous une autre forme, son ayant cause. On ne sait rien de plus. A quel titre le réclamant a-t-il livré la chose à son ayant cause ? C'est l'objet même du procès. Le possesseur peut-il, en se retranchant tout simplement derrière la maxime : « En fait de meubles, possession vaut titre », invoquer sa seule possession pour résister victorieusement aux attaques de son adversaire ? Ce dernier prétend ne lui avoir livré qu'une possession à titre précaire ; lui, au contraire, prétend et soutient avoir reçu le meuble litigieux à titre de propriétaire. Qui faut-il croire, qui doit supporter le fardeau de la preuve ? Autrement dit, doit-on présumer que la chose a été livrée à titre de propriété ? Est-ce au demandeur à apporter la preuve que le titre n'est pas celui invoqué par le possesseur, ou faut-il obliger celui-ci à apporter des arguments et des preuves à l'appui de son dire ? L'article 2279 s'applique-t-il encore dans notre hypothèse, et si oui, quel doit être exactement son rôle ?

A toutes ces questions, nous avons déjà très brièvement répondu. Nous avons vu que lorsqu'on déclare l'article 2279 inapplicable dans les rapports entre auteur et ayant cause, il faut se garder d'exagérer la

portée de cette formule. Il ne s'applique pas si ce rapport ne fait l'objet d'aucune contestation ; si, au contraire, c'est la nature de ce rapport qui fait l'objet du débat, il faut se garder d'entendre cette formule de façon trop absolue, mais au contraire l'interpréter avec soin. Il faut se garder de dire (comme a semblé le faire parfois la jurisprudence) que l'article 2279 est étranger à de telles hypothèses.

Rappelons-nous l'importante distinction que nous avons faite dans un précédent chapitre, entre la question de droit et la question de preuve. Lorsque la question se pose dans le cas ordinaire, le cas normal pour lequel a été imaginé l'article 2279, c'est-à-dire entre l'ancien propriétaire et un tiers acquéreur, nous avons décidé, ne faisant en cela que reproduire l'opinion dominante de la doctrine actuelle, que la règle « en fait de meubles, possession vaut titre », produit un effet très énergique : elle protège ce tiers d'une façon absolue et définitive, contre la revendication d'un ancien propriétaire ; elle lui fournit en quelque sorte, une arme de défense impénétrable, en créant à son profit un véritable titre d'acquisition, contre lequel viendront échouer toutes les prétentions de l'ancien propriétaire dépossédé ; peu importerait que ce dernier eût prouvé que la propriété du meuble lui eût appartenu, qu'il ne s'en fût jamais dessaisi qu'en en

cédant seulement la jouissance : son action n'en échouera pas moins fatalement.

Et, en y regardant d'un peu près, cette solution qui au premier abord peut paraître sévère, est parfaitement juste ; car le propriétaire dépossédé est moins intéressant que le tiers acquéreur. Celui-ci n'est coupable d'aucune négligence, il a crû traiter avec le vrai propriétaire (nous parlons, en effet, d'un tiers acquéreur de bonne foi), et aucun texte ne lui prescrit de rechercher si la propriété de son vendeur (ou de celui qui lui a donné, qui a échangé le meuble, etc...) n'est pas mensongère, ni de vérifier la régularité de toutes les aliénations successives qui ont précédé celle qui a mis la chose entre ses mains. Le propriétaire, au contraire, qui s'est dessaisi volontairement — (volontairement : sinon il redeviendrait le plus intéressant, aussi le § 2 de l'art. 2279 viendrait à son secours) — de la possession de sa chose, en la mettant entre les mains d'un locataire, d'un dépositaire, etc..., qui l'a aliénée et livrée à un acquéreur de bonne foi, ce propriétaire, disons-nous, a imprudemment accordé sa confiance à qui ne la méritait pas. Il est équitable que ce soit lui qui ait à souffrir des suites fâcheuses de son imprévoyance (1).

Mais nous sommes dans une tout autre hypothèse.

(1) Cf. Baudry Lacantinerie, *Précis*, t. 1, p. 812.

Le revendiquant n'a rien à se reprocher ; eût-il même été imprudent, il se trouve en face d'un possesseur qui est moins intéressant que lui ; car il sait très bien en général, à quel titre il a reçu le meuble et il cherche en le conservant, un enrichissement reprehensible.

Nous disons en général, car il peut se faire qu'il soit de bonne foi, croyant recevoir un don alors qu'il ne s'agissait que d'un prêt ; ou bien il est l'héritier de celui qui a reçu le meuble, et ignore à quel titre ce meuble est entré dans le patrimoine de son auteur ; mais dans les deux cas, s'il est obligé de rendre l'objet qu'il possédait, il ne perd rien, il manque simplement de s'enrichir. -

Ceci posé, il est certain qu'à ce possesseur l'article 2279 n'a pas pour résultat de faire, du seul fait de sa possession, acquérir la propriété, qu'il soit ou non de bonne foi. C'est en ce sens seulement qu'il est exact d'affirmer que l'article 2279 ne s'applique plus.

Mais c'est alors qu'apparaît l'importante fonction probatoire de la maxime « en fait de meubles, possession vaut titre », celle qui n'apparaît pas assez clairement dans la doctrine qui se contente de voir dans l'article 2279 un cas d'acquisition lege, ou une présomption absolue. Cette dernière idée conduirait à cette solution, que dans notre cas, où par hypothèse on n'a prouvé l'existence d'aucun des vices qui per-

mettent de repousser l'application de l'article 2279, à admettre que cet article peut être invoqué, sauf à accueillir les actions personnelles que le demandeur pourrait avoir à exercer contre le défendeur, et auxquelles l'article 2279 reste étranger. Et c'est là en effet ce que décident plusieurs auteurs, qui considèrent cette action personnelle comme largement suffisante à sauvegarder les droits du propriétaire dépossédé. Il y a cependant un danger sérieux pour ce dernier à se voir refuser l'action réelle. S'il ne peut agir que par la voie de l'action personnelle, il se verra exposé au concours de tous les autres créanciers de son débiteur, parmi lesquels pourront se trouver des créanciers privilégiés qui s'empareront de presque tout l'actif ; au cas d'insolvabilité grave, il ne touchera qu'un dividende faible et subira par là un sérieux préjudice (1), qui aurait pu lui être évité s'il eût pu user de l'action réelle.

C'est pour cela que nous avons préféré dire que l'article 2279, dès qu'il y a un rapport de succession directe entre les possessions du demandeur et du défendeur, ne s'applique plus comme constituant un titre d'acquisition, mais se transforme en une simple présomption de titre : et la preuve contraire étant appor-

(1) Il est vrai que l'article 608, C. Pr., lui permettrait peut-être de sauvegarder ses droits ; mais nous avons déjà remarqué que l'article 608 lui-même donne lieu à des controverses.

tée, le rapport de succession directe se transformant en un rapport entre auteur et ayant cause, l'article 2279 ne s'appliquera plus, le possesseur étant soit de mauvaise foi, soit détenteur précaire (par exemple, si on a prouvé contre celui qui se prétendait, peut-être sincèrement, bénéficiaire d'un don manuel, que sa possession n'est que le résultat d'un dépôt) ; l'article 2279 ne s'appliquant plus, la revendication sera ouverte au vrai propriétaire, non pour lui permettre d'exercer un droit de suite, mais un droit de préférence à l'encontre des créanciers de son débiteur.

On voit que l'article 2279, pour n'avoir dans ce cas qu'un rôle probatoire, n'en sera pas moins, comme disaient nos anciens auteurs « de grande dignité au procès », et ce rôle sera loin d'être insignifiant ; car ce sera au demandeur à apporter une preuve contraire à la présomption dont bénéficie son adversaire, et le fardeau de cette preuve sera, dans bien des cas, une lourde charge sous laquelle il risquera fort de succomber.

Cette théorie n'a pas toujours prévalu dans la doctrine, comme nous le faisons remarquer tout à l'heure. Parmi les auteurs qui ne laissent subsister qu'une action personnelle, citons de Folleville, qui s'est montré très affirmatif. « Le résultat immédiat, pratique, de l'application de la maxime « en fait de meubles, possession vaut titre », écrivait-il, dans son traité de

la possession mobilière (p. 5 et s.), est d'arrêter la revendication du véritable propriétaire en ne lui laissant comme suprême ressource que l'action personnelle contre son dépositaire ou son mandataire infidèle. La démonstration victorieuse de cette proposition ressort clairement du texte même de l'article 2279. Le deuxième alinéa s'exprime ainsi : Néanmoins celui qui a perdu ou auquel, etc... L'alinéa 2 admet donc exceptionnellement de la part du vrai propriétaire, l'action en revendication ; nous pouvons affirmer que la règle de l'alinéa 1 a pour but de l'écarter ; car le meilleur moyen d'apprécier la véritable portée d'un principe, c'est de déterminer soigneusement et de reconnaître les exceptions qu'il subit. La première question de laquelle les tribunaux doivent se préoccuper, lorsqu'ils se trouvent en présence d'un possesseur de meuble qui invoque la maxime de l'article 2279, est celle-ci : à quel titre le détenteur est-il poursuivi en restitution ? Est-ce une action en revendication, ou bien est-ce une action purement personnelle qui est dirigée contre lui ? Le vendeur invoque-t-il un droit de propriété ou un droit de créance, etc... ? » (1)

Nous avons déjà réfuté cette théorie, qui conduirait à refuser dans tous les cas la revendication d'un meu-

(1) Cf. Aubry et Rau, t. II, p. 107 ; Guillouard, *De la prescription*, t. II, p. 290.

ble (les cas de perte et vol exceptés). Nous avons bien admis que l'article 2279 rendit impossible la revendication lorsqu'il s'appliquait ; mais la question est précisément de savoir où il s'applique, et nous avons vu qu'il y a des cas où il ne s'applique pas. Et dans ces cas, le demandeur a plus qu'une action personnelle, il a droit à une véritable revendication.

Le problème, remarquons-nous plus haut, se pose le plus fréquemment après décès et c'est celui qui donne lieu au plus grand nombre de difficultés dans la pratique.

Des objets mobiliers quelconques, ordinairement des bijoux ou des valeurs, ayant appartenu d'une façon indiscutable au *de cuius* sont trouvés dans les mains d'une tierce personne, d'ordinaire cette tierce personne cohabitait avec lui, c'était un domestique, un secrétaire, une dame de compagnie, une garde-malade, etc. La preuve de la succession directe entre les deux possessions est presque toujours facile à faire ; de plus on suppose qu'il y a eu une remise volontaire de la chose (sinon on se trouverait dans l'hypothèse du § 2 de notre article). Mais on ne sait pas à quel titre cette transmission de la chose s'est faite ; et il peut arriver que le revendiquant soit incapable de fournir aucune preuve venant corroborer son dire, que la chose n'a pas été livrée à titre de propriété. Nous avons décidé que le seul fait d'un rap-

port de succession immédiate entre les deux possessions ne suffit pas à faire présumer la précarité et à écarter par suite la règle de l'article 2279 de façon absolue. Le possesseur actuel peut très bien, en effet, avoir reçu la chose à titre de don, ou l'avoir achetée et payée sans exiger de reçu ; il ne serait pas juste dans ces conditions, de mettre à sa charge le fardeau de la preuve de droit commun des articles 1341 et suivants ; aussi la règle « en fait de meubles, possession vaut titre », vient-elle à son secours en lui fournissant une présomption que devra détruire son adversaire. Le fardeau de la preuve est déplacé. Mais cette solution à son tour ne peut-elle conduire à des injustices ? La preuve contraire mise à la charge du demandeur sera parfois bien difficile à administrer, si ce dernier est l'héritier du *de cujus* et a quelquefois ignoré jusqu'après le décès de son auteur l'existence du meuble, qui lui a été révélée fortuitement. La solution consistant à admettre au profit du possesseur une présomption de titre s'impose cependant (1) et aboutit pour le véritable propriétaire, à une dépossession qui peut être imméritée.

(1) Cf. arrêt de la C. de Cass. du 15 nov. 1881 (confirmant un jugement du Tribunal d'Angers du 14 juillet 1879, et un arrêt de la Cour d'Angers du 27 mai 1880) dont voici le sommaire : La détention effective par un tiers des valeurs mobilières ayant appartenu à un défunt suffit pour justifier l'affirmation du posses-

SECTION II. — LA JURISPRUDENCE
ET L'IDÉE DE POSSESSION ÉQUIVOQUE.

C'est alors que la jurisprudence a cherché, dans un autre ordre d'idées, un moyen d'éviter ce résultat, qui dépouillerait parfois des héritiers au profit d'un détenteur sans droit ; et elle y est parvenue très souvent, en faisant apparaître dans les cas les plus suspects, l'équivoque de la possession.

L'article 2279 pour être invoqué soit comme mode d'acquisition, soit comme fondant une présomption de titre, exige, en effet, une possession de bonne foi et une possession *animo domini*. Cette dernière condition est, il est vrai, présumée par l'article 2230, mais il faut pour cela que l'attitude du possesseur qui prétend s'en prévaloir, ne soit pas de nature à contredire cette présomption ; si cette attitude est suspecte, elle fera échec à l'application de l'article 2230 ; le possesseur ne sera plus présumé posséder *animo domini*, et cette qualité essentielle de la possession faisant défaut, il n'y aura plus à tenir compte de l'article 2279.

seur qu'elles lui ont été remises à titre de don manuel ; c'est aux héritiers qui allèguent la précarité de cette possession à en administrer la preuve, et cette preuve fait défaut lorsque le juge du fait constate que les héritiers se bornent à invoquer des présomptions indécises, etc....

Dans le même sens : Cass., 20 juin 1881, D., 82, 1, 112.

Cela ne veut pas dire que malgré son attitude, le possesseur succombera toujours ; il se peut que le titre qu'il allègue existe ; mais alors qu'il en fasse la preuve selon les règles du droit commun.

Nous avons déjà cité avec quelque détail un arrêt qui faisait ressortir le caractère équivoque d'une possession invoquée après décès (Cass., 5 août 1878, D. 79, 1, 253) (1). Nous en trouvons, en feuilletant les recueils de jurisprudence, un nombre considérable qui peuvent nous fournir quelques idées générales sur lesquelles se base la jurisprudence pour invoquer l'équivoque.

On peut ramener à trois ordres de faits les circonstances sur lesquelles on se fonde ordinairement pour déclarer qu'une possession est équivoque.

a) Le premier a trait aux relations particulières qui, avant le décès, liaient le défunt avec le détenteur. Comme exemple, nous pouvons supposer que le possesseur attaqué était le tuteur du *de cujus* ; cette qualité lui donnait une mainmise sur tous les biens de son pupille. Si parmi ces biens étaient des meubles qu'il refuse de restituer à qui de droit en alléguant la possession qu'il en a, cette possession sera singulièrement suspecte. Il est bien peu plausible, en effet, qu'il ait

(1) Cf. Grenoble, 16 mars 1869, Sirey, 69, 2, 99 ; Paris, 9 févr. 1877, *Gaz. des Trib.*, 25 avril.

acquis valablement des objets que son pupille ne pouvait généralement aliéner et l'eût-il fait réellement, il se serait entouré de toutes les précautions qui auraient rendu inattaquable la validité de son titre. Aussi la jurisprudence déclare-t-elle cette possession équivoque (En ce sens : Florac, 29 juin 1849, S. 49, 2, 434 ; Bordeaux, 8 août 1853, S. 53, 2, 641 ; Cass., 13 mars 1882, S. 82, 1, 214).

Ce sera encore un aubergiste chez lequel un décès se sera produit et qui allèguera sa possession pour conserver des objets mobiliers ayant appartenu à un voyageur ou un pensionnaire. Le revendiquant pourra encore invoquer l'équivoque de la possession, car on ne voit guère à quel titre (autre qu'un dépôt) le *de cujus* aurait pu mettre ses effets aux mains d'un aubergiste. Un don ou une vente paraîtraient bien inadmissibles ; on décidera que la possession est équivoque (Bourges, 30 juin 1828). De même si le possesseur était le banquier du *de cujus* (Orléans, 15 juillet 1887, D. 88, 2, 245).

Enfin, cas le plus fréquent de beaucoup, il s'agira d'un serviteur à gages, d'un domestique ou d'une personne vivant en concubinage avec le *de cujus*. La jurisprudence voit, et avec raison, dans le fait de la cohabitation, et dans la facilité très grande qu'y trouvent ces personnes de s'emparer d'objets appartenant au défunt, un motif souvent suffisant pour déclarer leur

possession équivoque. On trouve un grand nombre de décisions en ce sens : Cass., 24 avril 1866, S. 66, 1, 189; Paris, 3 juillet 1875, S. 76, 2, 140; 9 août 1875, D. 77, 2, 56; 27 août 1881, S. 81, 2, 256 (1). Mais

(1) Reproduisons une partie de cet arrêt, où nous trouvons clairement exprimées les idées adoptées par la jurisprudence.

La Cour. — Considérant que les appelants sont les héritiers légitimes de M. Antoine J... décédé le 6 septembre 1878, rue St-Vincent-de-Paul à Paris. Qu'en cette qualité ils réclament comme dépendant de sa succession, trois titres de rente au porteur qui ont été saisis au cours d'une instruction criminelle en la possession de l'intimée et déposés au greffe du Tribunal civil de la Seine. Considérant qu'il n'est pas contesté par la demoiselle G... que ces titres avaient été la propriété d'Antoine J... qui en a touché les coupons jusqu'à une date rapprochée de sa mort. Considérant, d'autre part, qu'il est établi par un grand nombre de documents que l'intimée avait des rapports intimes avec J... et que, dans les derniers temps de sa vie, elle vivait habituellement avec lui et cohabitait en quelque sorte avec lui, quoique ayant loué une chambre séparément; qu'elle lui a donné des soins et qu'elle était à son domicile, près de lui, lors de son décès; qu'à ce moment elle a eu entre ses mains les clefs de ses meubles et d'un coffre-fort qui a été trouvé ouvert lors de l'apposition des scellés par le juge de paix; qu'avant l'arrivée de ce magistrat on l'a vue emporter un paquet et que beaucoup d'objets ont disparu en l'absence des héritiers et de la famille du défunt et que, n'ayant pas prévenu les héritiers, elle était gardienne des objets de la succession. Considérant que l'ensemble de ces faits rend la possession équivoque et ne lui permet pas d'invoquer la règle qu'en fait de meubles, possession vaut titre; que, dans ces circonstances, c'est à l'intimée à prouver que les titres qu'elle détient sont arrivés en ses mains par une cause légitime, etc...

remarquons bien que la communauté de vie et d'habitation ne donne pas, par elle seule et de façon absolue, un caractère équivoque à la possession du détenteur. Tout dépend des circonstances, et les tribunaux ont souvent usé de leur pouvoir d'appréciation (Voir : Cass., 18 février 1839, S. 39, 1, 447 ; Aix, 5 février 1879, S. 79, 2, 176 ; Nancy, 8 juillet 1893, S. 94, 2, 95, et enfin un jugement tout récent : Paris, 11 juin 1906, *Le Droit*, 1^{er} octobre 1906).

Dans le cas où il n'y a pas eu cohabitation, — il pourra devenir plus difficile d'invoquer l'équivoque de la possession, car un des motifs les plus propres à la faire admettre se trouve faire défaut. Plus difficile : mais non encore impossible, car il peut encore exister des raisons très suffisantes de déclarer suspecte la possession dont se prévaut le défendeur. Ces raisons, la jurisprudence les a trouvées dans deux autres ordres de faits.

b) D'abord, si on se trouve en présence d'actes du défunt qui contredisent manifestement la possession du détenteur actuel. Par exemple, il aura eu l'habitude pendant sa vie d'inscrire sur un registre soigneusement tenu tous les actes qu'il accomplissait : on ne trouve sur ce registre aucune trace d'une aliénation des objets ou valeurs réclamés : voilà un fait significatif que pourront retenir les juges pour déclarer la possession équivoque. Ou encore le défunt avait

depuis longtemps dressé une liste de toutes les valeurs qui lui appartenaient et il effaçait au fur et à mesure toutes celles dont il se dessaisissait à un titre quelconque. Les valeurs réclamées figurent sur cette liste comme faisant partie de son patrimoine : il est à présumer qu'il ne les a jamais aliénées, et que si on les retrouve aux mains d'une autre personne, c'est qu'elles ont été détournées.

A titre d'exemple, nous indiquerons les décisions suivantes : Nancy, 6 juillet 1874 ; Bordeaux, 9 mars 1868, D. 68, 2, 223 ; Cass., 5 août 1878 (déjà cité plus haut) ; Toulouse, 18 mai 1881, S. 82, 1, 214 ; Paris, 27 août 1881, S. 81, 2, 258.

c) Enfin, dans le cas où il n'y aurait pas eu de cohabitation, où d'ailleurs aucun écrit trouvé dans les papiers du défunt ne pourraient être invoqués pour donner à la possession un caractère équivoque, on ne se trouverait pas encore entièrement désarmé. Les tribunaux ont souvent eu recours pour arriver à déclarer sans valeur la possession à un dernier moyen : ils ont vu dans l'attitude du défendeur après le décès de celui de qui il tient la chose un indice souvent suffisant pour faire déclarer sa possession équivoque. Par exemple, il s'est emparé furtivement des objets litigieux : s'il les eût acquis régulièrement et qu'il eût eu la conscience tranquille, il ne se serait pas caché et se fut posé ouvertement en propriétaire (Voir en ce sens :

Paris, 3 juillet 1875, S. 76, 2, 140; 9 août 1875, D. 77, 2, 56; 27 août 1881, que nous venons de citer, etc.).

De même si, lors d'un inventaire dressé après le décès, il a soigneusement évité de parler des valeurs qu'il détenait, ou qu'il a déclaré ignorer ce qu'elles étaient devenues ; que, pour éviter de révéler sa possession, il a fait encaisser les coupons par une tierce personne, etc... Tous ces faits sont de nature à rendre la possession extrêmement suspecte (Cf. Bordeaux, 19 mars 1868, D. 68, 2, 223; Paris, 25 mars 1876, D. 77, 2, 9; Toulouse, 18 mai 1881; Paris, 3 février 1902, D. 1904, 2, 289) (1).

Dans presque tous les cas ci-dessus, il s'agit d'une

(1) Attendu en fait qu'il résulte des enquêtes que, le 28 mars 1898, jour où Marius B... a remis devant le témoin N... aux époux A... les deux livrets de Caisse d'épargne de la veuve P... il s'est bien gardé de dire qu'il détenait les bons de la Caisse de Crédit de Nice ; qu'il a répondu à la demande très nette de la dame A... n'avoir pas autre chose que ces deux livrets ; qu'il a éprouvé le besoin de dire au témoin que sa tante possédait des actions au porteur de la Société de Crédit....; qu'en outre il a tenté de vendre ses bons au 2^e témoin de la contre enquête et de l'envoyer les toucher pour lui à la Caisse de crédit, n'osant pas les présenter lui-même à ladite caisse ; que ce n'est qu'après l'opposition, et 10 ou 15 jours après le décès, qu'il a avoué au témoin B... être détenteur des valeurs dont s'agit et les avoir reçues de sa tante à titre de don manuel...

Cet arrêt (3 février 1902) confirme un jugement du Tribunal de Nice du 9 février 1901.

réclamation survenant après le décès de l'ancien propriétaire. Est-il besoin de faire remarquer que le problème peut se poser, quoique moins fréquemment, si celui qui a remis la chose est encore vivant et revendique son bien ? Il aura même, dans ce cas, beaucoup plus de chances de triompher, car il pourra alléguer des circonstances de fait que ses héritiers auraient souvent ignorées.

Mais cette ressource de l'équivoque, si précieuse et si souvent mise à contribution, devient au contraire impossible à mettre en œuvre, si on se trouve en présence d'un détenteur qui n'ait jamais dissimulé sa possession et se soit au contraire posé nettement en possesseur à titre de propriétaire. On retombe alors dans le cas que nous avons déjà étudié et, l'équivoque ne pouvant plus être invoquée, l'article 2279 reprendra son rôle de présomption de titre en faveur du possesseur ; ce sera au demandeur à la faire tomber en se conformant aux règles du droit commun ; ce qu'il fera, dit la jurisprudence, en apportant la preuve que le détenteur actuel est tenu de restituer, est lié à l'ancien possesseur par une action personnelle.

Ce que la jurisprudence indique mal, c'est ce qui résultera de cette preuve quand elle aura été administrée. Ecartera-t-elle complètement l'application de la maxime « En fait de meubles, possession vaut titre », de sorte que la revendication sera admise au profit

de l'ancien propriétaire ? Ou bien le repoussera-t-elle seulement en tant qu'elle s'oppose à l'exercice de l'action personnelle du demandeur, en sorte que celui-ci ne pourrait faire valoir que son droit de créance, la revendication restant exclue ? Nous avons déjà fait ressortir l'intérêt de la question et soutenu que l'action en revendication est en ce cas possible ; mais la jurisprudence ne donne pas de solution bien nette et évite de prendre parti.

On sait dans quelles circonstances la question se pose le plus souvent dans la pratique : c'est dans la matière des dons manuels.

SECTION III. — L'ARTICLE 2279

ET LES DONS MANUELS.

Bien entendu, si le don manuel est prouvé ou certain, il ne peut même être question d'invoquer l'article 2279, comme nous l'avons dit au commencement de ce chapitre, et c'est en ce sens qu'il est vrai de déclarer de façon absolue que l'article 2279 ne s'applique pas dans les rapports entre auteurs et ayant cause. Mais c'est d'une autre hypothèse que nous voulons parler : le rapport de succession directe n'est pas contestable ; l'ancien propriétaire (ou son héritier) réclame un objet mobilier que son détenteur possède

au vu et au su de tout le monde, sans qu'on puisse lui opposer d'équivoque, qui prétend l'avoir reçu à titre de don manuel et se défend contre toutes réclamations en se retranchant derrière la maxime « En fait de meubles, possession vaut titre ».

Nous avons été amené à cette conclusion, que, dans cette hypothèse, comme dans toutes celles relatives à deux possessions successives, l'article 2279 ne s'applique plus comme titre d'acquisition, mais vaut comme présomption de titre. Et si nous insistons sur celle du don manuel, c'est que quelquefois, en omettant de faire cette distinction capitale, on a déclaré l'article 2279 inapplicable (1).

Il faut déclarer au contraire, avec Bressolles (*Dons manuels*, p. 350 et suiv.), que l'article 2279 s'applique. Dès que l'on abandonne les exigences de l'article 931 (et tout le monde est d'accord pour le faire quand il est question de don manuel), on est désarmé, le possesseur n'a aucune justification à apporter, car l'honnêteté se présume et c'est celui qui dresse l'imputation d'une conduite contraire qui doit le démontrer (2).

« Il n'y a pas de motifs, continue plus loin Bres-

(1) Marcadé, *loc. cit.*; Dalloz, *Répert.* V^o Dispos. entre vifs, n^o 1064, etc...

(2) Labbé, Examen doctrinal, *Revue critique de législation*, 1884, 50, p. 650.

solles, pour ne pas appliquer l'article 2279 à la possession d'un *verus dominus* comme à celle qui émane *a non domino*. Ce n'est pas le texte qui s'y opposerait, puisqu'il ne le dit pas. Ce n'est pas non plus l'esprit de l'article 2279. Quels en sont, en effet, les motifs ? D'abord de tarir les procès, de protéger les transactions, d'assurer la stabilité des propriétés et, de plus, une pensée de protection pour les acquéreurs mobiliers de bonne foi. Or, ces raisons sont aussi instantes et ont aussi bien lieu de s'exercer quand le possesseur a été saisi par le vrai propriétaire que dans le cas inverse. Si on n'appliquait pas dans ce cas l'article 2279, les transactions mobilières qui se font toujours sans écrit, n'auraient plus de stabilité. Les vendeurs et donateurs, faussant leur parole, réussiraient toujours à reprendre le meuble vendu ou donné des mains de leur acquéreur direct... Au surplus, ce qui montre que dans la pensée du législateur la donation manuelle peut exciper de l'article 2279 contre son donateur revendiquant, c'est que les auteurs les plus voisins de la rédaction du Code civil, notamment Bourjon, appuyaient la validité du don manuel sur la règle « En fait de meubles, possession vaut titre ». En s'exprimant ainsi ils marquaient bien que les donataires, injustement actionnés par les donateurs déloyaux qui les voudraient dépouiller, auraient le droit d'y mettre obstacle en se prévalant de leur seule

possession. Il faut donc conclure que, tant que le demandeur en restitution n'a fait preuve que de son droit antérieur sur ce meuble ou de celui de son auteur, le défendeur qui se prétend gratifié n'a aucune preuve à administrer. »

Cette conclusion est exactement celle à laquelle nous sommes parvenu, en la généralisant à tous les cas où il n'y a de démontré que le rapport de succession directe des deux possessions. La maxime « En fait de meubles, possession vaut titre » protège encore le possesseur : qu'il invoque un don manuel ou tout autre titre analogue (vente, dation en paiement, échange, etc.), il doit être crû jusqu'à ce que son adversaire ait apporté la preuve contraire, c'est-à-dire que le titre dont se prévaut son adversaire est inexact. Dès lors, la présomption tombe, l'article 2279 n'est plus d'aucune utilité pour le possesseur, et on se trouve en face d'une situation régie par le droit commun : c'est à celui qui invoque un titre à le prouver ; si le possesseur prétend avoir acquis à un autre titre, qu'il le prouve ; sinon, le revendiquant triomphera.

La preuve contraire dont nous venons de parler, Bressolles l'accorde au revendiquant, en faisant remarquer que « ... ce n'est pas une preuve contraire à la présomption légale qu'il apportera ; il demandera seulement à prouver que l'état des faits qui a motivé l'article 2279 du Code civil n'est pas réalisé dans

l'espèce, et que la détention du prétendu gratifié n'est pas la possession que cet article a eue en vue. Dans ces circonstances, l'article 2279 est, comme l'ont dit quelques arrêts, étranger au procès et sans application à la cause (Besançon, 24 avril 1865 et Cass., 24 avril 1866, S. 66, 1, 189 ; Nancy, 20 novembre 1869 ; Amiens, 28 juillet 1874, S. 80, 2, 207 ; Paris, 27 août 1881, S. 81, 2, 256, etc.) »

C'est aussi la conclusion que nous avons adoptée, en nous exprimant un peu autrement : dans le cas, avons-nous dit, où le don manuel est simplement allégué, l'article 2279, inapplicable comme titre d'acquisition, puisque le fait de la succession des deux possessions est certain, vaut comme présomption de titre : le demandeur peut faire tomber cette présomption en prouvant contre ce titre : s'il y réussit, l'article 2279 ne s'appliquera plus du tout.

Et il ne faudrait pas dire que notre théorie revient à adopter celle qui exige, pour que l'application de l'article 2279 soit possible, l'existence d'un juste titre ; nous répondrions à cette objection, d'abord que nous ne prenons en considération le titre que dans une série limitée d'hypothèses, celles où il est prouvé que le possesseur tient la chose directement de la personne qui la lui réclame ; ensuite, que même dans ces hypothèses, nous n'obligeons pas le possesseur à faire la preuve de son titre, mais, ce qui est bien différent,

l'ancien propriétaire à prouver que le titre allégué par son adversaire est sans valeur ; de sorte que, même dans ce cas, l'article 2279 fournit encore au possesseur une protection énergique.

Il ne peut guère s'élever de difficultés sur la question de savoir par quels moyens sera administrée la preuve ; nous avons dit plusieurs fois qu'on se référerait aux règles du droit commun, nous n'avons donc guère qu'à rappeler les solutions admises en pareille matière. L'aveu ou le serment de l'adversaire pourront servir de moyens de preuve, conformément aux règles ordinaires des articles 1354 et suiv., 1358 et suiv. (Grenoble, 16 mars 1869, S. 69, 2, 99 ; Paris, 9 février 1877, etc.). La preuve testimoniale pourra être administrée lorsque la valeur du meuble objet du litige ne dépassera pas 150 francs (art. 1344 et suiv.), et au-dessus de 150 francs lorsqu'il existera un commencement de preuve par écrit ; tout ceci n'est du reste que le droit commun. L'interrogatoire sur faits et articles pourra également servir de moyen de preuve, toutes les fois que la prétention du demandeur sera rendue vraisemblable par les réticences ou les contradictions du défendeur (Voir comme exemples les arrêts suivants : Cass., 10 novembre 1879, S. 81, 1, 116 ; Amiens, 26 mai 1883, etc.).

Enfin, dans le cas où le propriétaire dépossédé prétendrait que son adversaire s'est emparé de son bien

en commettant un délit, il pourrait user de tous les moyens de preuve, même pour un objet d'une valeur supérieure à 150 francs. Car ici il ne s'agit plus de prouver contre un acte juridique, mais bien de fournir la preuve d'un fait matériel, le délit (1). Et dans ce cas la doctrine est unanime pour admettre tous les moyens de preuve possibles.

Ces principes sont particulièrement mis en évidence dans un arrêt de la Cour de Pau, du 12 janvier 1874, rapporté au *Dalloz*, 1875, 2, 114. « Attendu... qu'il faut sans doute que la possession soit légitime, mais qu'elle est présumée l'être jusqu'à preuve contraire ; attendu que cette preuve doit être faite dans les termes du droit commun, et par conséquent d'après les modes qui varient suivant la nature du vice dont la possession est arguée ; que s'il est prétendu qu'elle est incertaine ou équivoque ou qu'elle est le fruit de la violence ou de la fraude, la preuve testimoniale et les présomptions sont évidemment admissibles ; que s'il est allégué qu'elle est précaire comme procédant d'un contrat qui obligerait le possesseur à restituer, la preuve

(1) La possession étant elle-même un fait matériel, se prouve par tous les moyens possibles. Nombreuse jurisprudence en ce sens : Cass , 7 décembre 1883, S., 88, 4, 252 ; 22 décembre 1883, S., 86, 4, 196 ; 16 novembre 1887, S., 90, 4, 502 ; 9 décembre 1889, S., 90, 4, 414 ; 3 juillet 1889, S., 92, 4, 579 ; 20 février 1893, D., 93, 4, 404 et Paris, 11 juin 1906, cité plus haut.

de la précarité se confondant avec celle du contrat se trouve forcément assujettie aux règles particulières qui régissent la preuve des conventions ; que si donc un détenteur de valeurs au porteur, actionné en restitution de ces valeurs, déclare les avoir reçues à titre de don manuel, c'est au demandeur qui soutient que cette remise a eu lieu à un autre titre à le prouver par écrit, s'il s'agit d'une valeur excédant 150 francs, ou par un commencement de preuve par écrit avec témoignage ou présomptions à l'appui. »

Par quel moyen, maintenant, le détenteur, contre lequel on a fait la preuve de l'équivoque ou de la précarité qui l'obligent, s'il veut conserver le meuble, à prouver qu'il l'a reçu postérieurement par un procédé régulier, va-t-il fournir la preuve de son titre ? Il semble, ici encore, qu'il n'y ait qu'à se référer aux règles du droit commun, et à exiger un écrit si la valeur du meuble dépasse 150 francs, sauf à admettre la preuve testimoniale s'il existe un commencement de preuve par écrit. Cette opinion n'a cependant pas rallié tous les suffrages et a paru à quelques-uns être trop défavorable au possesseur (1). On a alors proposé de distinguer selon que ce possesseur a résisté à une action fondée sur la précarité, ou à une accusation soit de

(1) Sur ces points, cf. Bressoles, *op. cit.*, p. 365, et Colin, *op. cit.*, p. 85 et s.

détournement, soit d'équivoque. Dans le premier cas, il est juste d'exiger que le défendeur produise un acte écrit, car il s'agit pour lui d'intervertir un titre ou de détruire un contrat prouvé. Mais cette exigence deviendrait moins équitable dans la seconde hypothèse, car elle placerait le défendeur dans une inégalité choquante au regard du demandeur. Celui-ci peut en effet, nous l'avons vu plus haut, démontrer qu'il y a eu détournement, ou prouver l'équivoque de la possession de son adversaire par tous les moyens possibles, même au moyen de présomptions. N'est-il pas juste que le défendeur jouisse des mêmes moyens et puisse user des mêmes armes pour défendre ses droits ? Quelques arrêts adoptent cette manière de voir (9 août 1875, D. 77, 2, 56).

Peut-être même faut-il aller plus loin lorsque le défendeur allègue un don manuel, et admettre à son profit la preuve testimoniale dans tous les cas, même si la valeur du prétendu don manuel est supérieure à 150 francs. Car la prohibition de la preuve testimoniale au-dessus de 150 francs n'est en somme que le résultat indirect des dispositions légales obligeant à dresser un écrit de tous les faits juridiques dont l'objet est supérieur à 150 francs (1). Or, l'idée même de don manuel exclut celle d'un écrit. Reste uniquement à

(1) Aubry et Rau, VIII, § 762, note 24.

savoir si on doit admettre la validité d'un don manuel au-dessus de 150 francs. Or, c'est là un point qui ne fait aucun doute ; en exposer les motifs serait sortir de notre cadre : contentons-nous de renvoyer aux explications données par : Demolombe, *t. XX*, n° 58 ; Laurent, *t. XII*, n° 276 ; Troplong, *Donations*, *t. III*, n° 1042 ; Dalloz, *Rép.*, v° *Dispos. entre vifs*, n° 1609 ; Colin, *Dons manuels*, p. 9 et suiv., etc. Voir aussi : Nancy, 20 octobre 1873, *S.* 75, 2, 142.

Dans ces conditions, il semble raisonnable de décider que le possesseur obligé de prouver son titre, et qui allègue le don manuel, peut user de la preuve testimoniale.

SECTION IV. — L'ARTICLE 2279

ET LA VENTE MOBILIÈRE.

Nous nous sommes particulièrement étendu sur le cas où le possesseur allègue le don manuel, parce que, en pratique, cette question d'application de l'article 2279 se pose surtout en matière de don manuel. Nous dirons cependant encore quelques mots de l'application de l'article 2279 en matière de vente mobilière, qui nous fournira encore une occasion d'appliquer les principes que nous avons dégagés.

Supposons un vendeur de meuble qui n'a pas encore

livré à son acheteur. Pourrait-il, lorsque ce dernier lui demandera la tradition de la chose vendue, refuser de la lui livrer, en se fondant sur la maxime « En fait de meubles, possession vaut titre » ? Evidemment non. Nous avons vu que c'est en pareil cas qu'il est vrai de dire, de façon absolue, que l'article 2279 est étranger aux rapports entre auteur et ayant cause. La propriété, en droit français, est transférée par le seul effet de la convention (articles 711, 1138, 1583). L'acheteur est donc devenu propriétaire, et si le vendeur a conservé la chose vendue entre les mains, ce n'est qu'à titre précaire, par une simple détention. Il ne peut invoquer l'article 2279 pour refuser de livrer la chose, et nous accorderons à l'acheteur non seulement une action personnelle en exécution de la vente (ou de l'obligation résultant d'un dépôt, d'un prêt, etc., s'il y a eu une convention de ce genre), mais bien une véritable revendication.

Cependant, certains auteurs n'ont pas admis ces solutions et ont pensé que le vendeur restait propriétaire tant qu'il n'avait pas livré, et que, conservant la possession de la chose, il pouvait invoquer la maxime « En fait de meubles, possession vaut titre ». Cette opinion est insoutenable ; l'obligation de livrer la chose, la mauvaise foi qui existera presque toujours chez le vendeur, suffiraient quelle que soit la théorie de l'arti-

cle 2279 que l'on adopte, à faire écarter cet article ; et déclarer que le vendeur reste propriétaire, c'est méconnaître le principe posé par l'article 1138.

Cependant, les partisans de cette doctrine prétendaient expliquer ainsi l'article 1141 (1). D'après cet article, c'est la seconde personne à qui la chose a été promise, si elle en reçoit la tradition, qui en devient propriétaire ; c'est donc, dit-on, que le propriétaire primitif, le vendeur, avait conservé la propriété et n'a pu la transmettre que par la tradition. L'article 1141 dérogerait donc, en ce qui concerne les meubles, à l'article 1138.

C'était là, il est vrai, la solution de notre ancien droit. Comme, dans notre législation actuelle, le second acquéreur était préféré. Mais cette solution dérivait d'autres motifs ; c'est qu'à cette époque, conformément aux principes du droit romain, la propriété ne se transmettait pas par le seul effet de la convention, mais bien par la tradition (Voir Pothier, *Vente*, n° 319) (2). Il était alors tout naturel que le ven-

(1) Cf. Toullier, VII, 35.

(2) Il faut toutefois remarquer que déjà Pothier distinguait les cas où l'acquéreur était de bonne ou de mauvaise foi (*Vente*, n° 320, *Obligations*, n° 153), ce qui rigoureusement aurait dû être indifférent. Il est vrai qu'en cas de mauvaise foi l'action que Pothier accordait au premier acheteur n'était pas une véritable revendication, mais plutôt l'action paulienne.

deur, étant resté propriétaire, put valablement transmettre cette propriété à un second acheteur.

Cette interprétation de l'article 1141 serait aujourd'hui tout à fait inexacte. Il faut voir dans ce texte, non pas une dérogation à l'article 1138, mais bien une application pure et simple de l'article 2279 (c'est du reste ainsi que le comprenaient Bigot-Préameneu et le tribun Favart. Cf. Locré, t. XII, p. 433). Le vendeur d'un objet mobilier a, par le seul effet de la convention et indépendamment de toute remise matérielle de la chose aux mains du premier acheteur, transmis la propriété à celui-ci. Puis, laissant croire, de bonne ou de mauvaise foi, qu'il était encore propriétaire, il a vendu une seconde fois et livré la chose à une deuxième personne qui, elle, doit être de bonne foi. (L'article 1141 le dit en termes exprès, et c'est même de ce texte que l'on a souvent tiré argument pour exiger la bonne foi de la part de celui qui entend invoquer la maxime « En fait de meubles, possession vaut titre »). Dès lors, la revendication du premier acheteur doit forcément échouer : on se trouve dans le cas normal d'application de l'article 2279, celui où un propriétaire dépossédé se trouve en présence d'un tiers acquéreur de bonne foi ; il est désarmé, toute revendication lui est refusée et il ne peut exercer qu'une action purement personnelle contre son vendeur. Il n'y a pas là

de rapport entre auteur et ayant cause, aussi l'article 2279 doit s'appliquer avec toute sa force. Il est même à remarquer que, l'article 1141 n'eut-il pas été écrit dans notre Code, on arriverait par l'application pure et simple de l'article 2279 exactement à la même solution.

CHAPITRE VI

Conclusion

De tout ceci on peut conclure que la maxime « En fait de meubles, possession vaut titre » n'est pas d'une application aussi générale qu'on pourrait le croire au premier abord, et que, sous cette formule brève et concise, on découvre à l'analyse une règle assez complexe.

Nous avons vu d'abord, que le mot « meubles » doit être entendu d'une façon assez étroite, ce qui déjà restreint singulièrement le champ d'application de notre article. Et, en supposant qu'il s'agisse bien d'un meuble au sens étroit que nous avons donné à ce mot, nous avons constaté qu'il importe de distinguer soigneusement deux ordres d'hypothèses où il peut être question de l'application de l'article 2279, cet article jouant dans chacun d'eux un rôle assez différent.

La première série de ces hypothèses, qui a trait à son cas normal d'application, celui seul pour lequel il est raisonnable d'invoquer les motifs tirés de l'intérêt général, de la sécurité du commerce et du crédit par la protection énergique des acquéreurs d'objets

mobiliers, c'est celui où un possesseur de meubles est actionné en revendication par un ancien propriétaire. Sous la seule condition que ce possesseur est de bonne foi — ce qui signifie qu'il a cru à la qualité de propriétaire chez son auteur, et aussi selon nous, à la régularité du procédé d'acquisition qui a mis la chose entre ses mains — il se trouve protégé par la maxime « En fait de meubles, possession vaut titre » ; nous avons admis que cet article lui donne plus qu'une présomption, qu'elle lui fournit un véritable titre d'acquisition inattaquable.

Dans le second ordre d'hypothèses, un propriétaire réclame sa chose à quelqu'un qui la tient de lui directement. S'il subsiste à l'encontre de ce dernier une obligation quelconque de restituer, par exemple parce qu'il n'a la chose entre les mains qu'à la suite d'un dépôt, d'un prêt, etc., et que ce point ne soit pas contesté, il ne peut évidemment pas être question d'appliquer l'article 2279 ; le possesseur ne possède pas *animo domini*, il n'a pas à proprement parler la possession de la chose, mais seulement une détention qui ne peut lui être d'aucun secours pour résister à la revendication. Dire qu'en pareil cas l'article 2279 ne s'applique pas dans les rapports entre auteur et ayant cause, c'est en somme répéter que la possession nécessaire à celui qui veut se prévaloir de cet article doit être exempte de précarité et de mauvaise foi.

Si, au contraire,— c'est ainsi que la question se présente presque toujours en pratique — ce qui est en question, c'est la nature du titre en vertu duquel le meuble a passé des mains du propriétaire à celles de son ayant cause, la maxime « en fait de meubles, possession vaut titre », protège encore le possesseur, mais d'une façon moins énergique. La possession n'est plus un titre constitutif du droit ; l'article 2279 fournit seulement au possesseur une présomption de titre. Le possesseur affirmant qu'il a reçu l'objet à titre de propriété (en vertu d'un don manuel, le plus souvent, en pratique), est cru sur son affirmation. Mais jusqu'à preuve contraire seulement : et cette preuve contraire étant faite, l'effet protecteur de l'article 2279 disparaît, laissant la place libre, non seulement aux actions personnelles que le propriétaire dépossédé peut avoir à exercer contre son ayant cause, mais encore, à notre avis, à une véritable revendication.

Vu :
Le Doyen,
LYON-CAEN.

Vu :
Le président de la thèse,
R. PIÉDELIÈVRE.

Vu et permis d'imprimer :
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
LIARD.

TABLE

CHAPITRE I. — Considérations générales sur l'article 2279		7
Section I. — Fondement législatif		8
Section II. — Meubles auxquels il s'applique.		14
CHAPITRE II. — Principales explications théoriques de l'article 2279		20
Section I. — Système de Toullier		20
Section II. — Système de Delvincourt		22
Section III. — Système de la prescription instantanée		27
Section IV. — Système des explications actuelles.		34
§ 1. — Jurisprudence (présomption simple).		35
§ 2. — Opinions doctrinales.		40
CHAPITRE III. — Conditions d'application de l'article 2279.		43
Section I. — Caractères que doit présenter la possession.		43
Section II. — Cas où il y a un rapport d'ayant cause à auteur		50
Section III. — Les deux fonctions de l'article 2279.		60

CHAPITRE IV. — Rôle de l'article 2279 dans les rap- ports entre ayant cause et auteur	72
Section I. — Comment se pose la question . . .	72
Section II. — La jurisprudence et l'idée de pos- session équivoque	85
Section III. — L'article 2279 et les dons manuels.	93
Section IV. — L'article 2279 et la vente mobi- lière	102
CHAPITRE V. — Conclusion	107



